



## CHAPITRE 49

### Loi de la qualité de l'environnement

[Sanctionnée le 21 décembre 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### SECTION I

##### DÉFINITIONS

**Interprétation:** 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent signifient ou désignent:

« eau »; 1° « eau »: l'eau de surface et l'eau souterraine où qu'elles se trouvent;

« atmosphère »; 2° « atmosphère »: l'air ambiant qui entoure la terre à l'exclusion de l'air qui se trouve à l'intérieur d'une construction ou d'un espace souterrain;

« sol »; 3° « sol »: tout terrain ou espace souterrain non submergé d'eau à l'exclusion d'une surface de terrain couverte par une construction;

« environnement »; 4° « environnement »: l'eau, l'atmosphère et le sol ou toute combinaison de l'un ou l'autre ou, d'une manière générale, le milieu ambiant avec lequel les espèces vivantes entretiennent des relations dynamiques;

« contaminant »; 5° « contaminant »: une matière solide, liquide ou gazeuse, un micro-organisme, un son, une vibration, un rayonnement, une chaleur, une odeur, une radiation ou toute combinaison de l'un ou l'autre susceptible d'altérer de quelque manière la qualité de l'environnement;

« polluant »; 6° « polluant »: un contaminant ou un mélange de plusieurs contaminants pré-

## CHAPTER 49

### Environment Quality Act

[Assented to 21st December 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

#### DIVISION I

##### DEFINITIONS

**Interprétation:** 1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean or designate:

(1) "water": surface water and underground water wherever located;

(2) "atmosphere": the ambient air surrounding the earth, excluding the air within any structure or underground space;

(3) "soil": any land or underground space not submerged in water, excluding an area of land covered by a structure;

(4) "environment": the water, atmosphere and soil or a combination of any of them or, generally, the ambient milieu with which living species have dynamic relations;

(5) "contaminant": a solid, liquid or gaseous matter, a microorganism, a sound, a vibration, rays, heat, an odour, a radiation or a combination of any of them likely to alter the quality of the environment in any way;

(6) "pollutant": a contaminant or a mixture of several contaminants present

sents dans l'environnement en concentration ou quantité supérieure au seuil permisible déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil;

« pollution »; 7° « pollution »: l'état de l'environnement lorsqu'on y trouve un polluant;

« source de contamination »; 8° « source de contamination »: toute activité ou tout état de chose ayant pour effet l'émission dans l'environnement d'un contaminant;

« personne »; 9° « personne »: un individu, une société, une association coopérative ou une corporation autre qu'une municipalité;

« municipalité »; 10° « municipalité »: toute corporation municipale constituée par ou en vertu d'une loi de la Législature de même que la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais;

« déchet »; 11° « déchet »: résidu solide ou liquide provenant d'activités industrielles, commerciales ou agricoles, détritiques, ordure ménagère, lubrifiant usagé, débris de démolition, rebut pathologique, cadavre d'animal, carcasse de véhicule-automobile, rebut radioactif, contenant vide et rebut de toute nature à l'exclusion des résidus miniers;

« système de gestion des déchets »; 12° « système de gestion des déchets »: un ensemble d'opérations administratives et techniques assurant d'une manière rationnelle l'enlèvement, le transport, l'entreposage, le traitement et le dépôt définitif des déchets, ainsi que les biens meubles et immeubles affectés à ces fins;

« rayonnement »; 13° « rayonnement »: toute transmission d'énergie sous forme de particules ou d'ondes électromagnétiques avec ou sans production d'ions lors du passage à travers la matière;

« onde matérielle »; 14° « onde matérielle »: une ligne ou une surface qui se propage par ébranlement ou par vibration de matière gazeuse, liquide ou solide et comprend les infrasons (0 à 16 Hertz), les sons (16 Hz à 16 KHz) y compris les ondes de chocs, les ultra-sons (16 KHz à MHz), et tout mouvement oscillatoire mécanique;

« champ »; 15° « champ »: toute zone d'influence, région de l'espace où se manifeste un phénomène déterminé;

« plasma »; 16° « plasma »: un état de la matière caractérisé par une désorganisation des atomes à très haute température et pou-

in the environment in a concentration or quantity greater than the permissible level determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council;

(7) "pollution": the condition of the environment when a pollutant is present; "pollution";

(8) "source of contamination": any activity or condition causing the emission of a contaminant into the environment; "source of contamination";

(9) "person": an individual, partnership, cooperative association or a corporation other than a municipality; "person";

(10) "municipality": any municipal corporation constituted by or under an act of the Legislature, as well as the Montreal Urban Community, the Québec Urban Community and the Outaouais Regional Community; "municipality";

(11) "waste": solid or liquid residue from industrial, commercial or agricultural activities, rubbish, household garbage, used lubricant, demolition debris, pathological waste material, bodies of animals, motor vehicle wrecks, radioactive waste material, empty containers and waste material of any kind other than mining residues; "waste";

(12) "waste management system": a combination of administrative and technical operations ensuring a rational method of removal, transport, storage, treatment and final deposit of waste and the moveable and immoveable property set aside for such purposes; "waste management system";

(13) "ray": any transmission of energy in the form of particles or electromagnetic waves with or without production of ions when they pass through matter; "ray";

(14) "material wave": a line or surface propagated by shock or vibration of gaseous, liquid or solid matter including infrasounds (0 to 16 Hertz), sounds (16 Hz to 16 KHz) including shock waves, ultrasounds (16 KHz to MHz), and any mechanical oscillation; "material wave";

(15) "field": any zone of influence or area of space where a specified phenomenon is present; "field";

(16) "plasma": a state of matter characterized by disorganization of atoms at a very high temperature and which may "plasma";

« agent vecteur d'énergie »;

17° « agent vecteur d'énergie »: toute source, onde matérielle ou électromagnétique, champ, plasma, pression et toute cause directe ou indirecte de transfert, d'emménagement ou de libération d'énergie;

« ministre »;

18° « ministre »: le ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément à l'article 125;

« véhicule automobile ».

19° « véhicule automobile »: tout véhicule automobile au sens du paragraphe 1° de l'article 1 du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231).

exhibit a particular behaviour in an electric or magnetic field;

(17) "energy vector": any source, material or electromagnetic wave, field, plasma, pressure and any direct or indirect cause of transfer, storage or liberation of energy;

(18) "Minister": the Minister designated by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with section 125;

(19) "motor vehicle": any motor vehicle within the meaning of paragraph 1 of section 1 of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231).

## SECTION II

### L'ADMINISTRATION

Fonctions. 2. Le ministre a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement une politique de protection de l'environnement, de mettre cette politique en œuvre et d'en coordonner l'exécution.

Idem. Il a aussi pour fonctions de surveiller et de préserver la qualité de l'environnement, de promouvoir son assainissement et de conseiller le gouvernement, ses ministères et organismes en vue de prévenir la détérioration de l'environnement et de protéger les espèces vivantes et les biens.

Pouvoirs. À ces fins, il peut:

a) coordonner les recherches qui sont faites par les ministères et organismes du gouvernement sur les problèmes de la qualité de l'environnement;

b) exécuter ou faire exécuter des recherches, études, enquêtes et inventaires sur tout ce qui concerne la qualité de l'environnement;

c) élaborer, en collaboration avec les autres ministères gestionnaires des ressources, des plans et programmes d'ensemble de protection et de gestion de la qualité de l'environnement et des plans d'urgence destinés à combattre toute forme de pollution accidentelle;

d) accorder, aux conditions déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, des prêts ou des subventions à des organismes ou à des individus en vue de favoriser la formation d'experts dans les domaines visés par la présente loi;

e) acquérir, construire, implanter et opérer sur toute partie du territoire du

## DIVISION II

### ADMINISTRATION

2. The functions of the Minister shall be to elaborate and propose to the government an environment protection policy, to implement such policy and to coordinate its application.

Idem. His functions shall also be to supervise and preserve the quality of the environment, to promote its depollution and to advise the government, its departments and bodies on the prevention of deterioration of the environment and the protection of living species and property.

For such purposes, he may:

(a) coordinate research carried out by government departments and bodies on the problems of the quality of the environment;

(b) carry out or cause to be carried out research, studies, inquiries and inventories on whatever concerns the quality of the environment;

(c) elaborate, in cooperation with the other departments managing resources, comprehensive plans and programs for the protection and management of the quality of the environment and emergency plans to fight any form of accidental pollution;

(d) grant, on the conditions determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, loans or subsidies to bodies or individuals to promote the training of experts in the fields contemplated by this act;

(e) acquire, make, instal and operate in any part of the territory of the province of

Québec, tous les appareils nécessaires à la surveillance de la qualité de l'environnement ainsi que mettre en oeuvre tout projet expérimental concernant la qualité de l'eau, la gestion des eaux usées ou des déchets et, à ces fins, acquérir de gré à gré ou par expropriation toute servitude ou tout immeuble nécessaires;

f) publier ou autrement diffuser les données statistiques disponibles relative-ment à la qualité de l'environnement;

g) obtenir des ministères du gouverne-ment, de tout organisme qui en relève et des corporations municipales et scolaires tout renseignement nécessaire à l'applica-tion de la loi;

h) conclure, avec l'approbation du lieu-tenant-gouverneur en conseil, tout accord avec tout gouvernement, toute personne ou toute municipalité afin de faciliter l'exécution de la présente loi.

**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un Directeur des services de pro-tection de l'environnement et un Directeur adjoint et fixe leur traitement.

Il nomme aussi, conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14), tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne adminis-tration des services de protection de l'en-vironnement.

Les devoirs respectifs de ces fonction-naires et employés non expressément défi-nis par la loi ou par le lieutenant-gouver-neur en conseil, sont déterminés par le ministre.

**4.** Sous la direction du ministre, le Directeur a la surveillance des autres fonc-tionnaires et employés des services de pro-tection de l'environnement; il en adminis-tre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les ordres du Directeur doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef des services de protection de l'environne-ment et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort des services de protection de l'environnement.

Québec, all apparatus necessary for the supervision of the quality of the environ-ment and implement any experimental project respecting the quality of water, the management of waste water or waste and, for such purposes, acquire by agree-ment or expropriation any necessary ser-vitude or immovable;

(f) publish or otherwise distribute avail-able statistical data relating to the quality of the environment;

(g) obtain from the departments of the government, any body under their juris-diction and municipal and school corpora-tions any information necessary for the application of the act;

(h) make, with the approval of the Lieu-tenant-Governor in Council, any agree-ment with any government, person or municipality to facilitate the carrying out of this act.

**3.** The Lieutenant-Governor in Coun-cil shall appoint a Director of environ-ment protection services and an Assistant Director and fix their salaries.

He shall also appoint, in accordance with the Civil Service Act (1965, 1<sup>st</sup> session, chapter 14), all other functionaries and employees necessary for the proper administration of the environment pro-tection services.

The respective duties of such func-tionaries and employees not expressly defined by the act or by the Lieutenant-Governor in Council shall be determined by the Minister.

**4.** Under the direction of the Minister, the Director shall have the supervision of the other functionaries and employees of the environment protection services; he shall administer their day-to-day business and exercise the other powers assigned to him by the Lieutenant-Governor in Coun-cil.

The orders of the Director shall be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority shall be that of the head of the environment pro-tection services and his official signature shall give force and authority to any docu-ment within the jurisdiction of the envi-ronment protection services.



Authenticity.

Toute copie d'un document faisant partie des archives des services de protection de l'environnement certifiée conforme par le ministre, le Directeur ou le Directeur adjoint, est authentique et a la même valeur que l'original.

Every copy of a document forming part of the records of the environment protection services certified true by the Minister, the Director or the Assistant Director shall be authentic and have the same validity as the original.

Authenticity.

Absence.

5. Le Directeur adjoint remplace le Directeur en cas d'absence temporaire; il exerce en outre les pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. The Assistant Director shall replace the Director if he is temporarily absent; he shall also exercise the powers assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

Absence.

Signature of documents, etc.

6. Nul acte, document ou écrit ne peut être attribué au Directeur, s'il n'est signé par lui, par le Directeur adjoint ou par un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

6. No deed, document or writing shall be attributed to the Director unless it is signed by him, by the Assistant Director or by a functionary and only, as regards the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

Signature of documents, etc.

## SECTION III

LE CONSEIL CONSULTATIF  
DE L'ENVIRONNEMENT

Institution.

7. Un organisme d'étude et de consultation ci-après appelé « le Conseil » est institué sous le nom, en français, de « Conseil consultatif de l'environnement » et, en anglais, de « Advisory Council on the Environment ».

Nom.

Devoirs.

8. Le Conseil doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet relativement aux sujets visés par la présente loi.

Idem.

Il peut aussi entreprendre l'étude de toute question relative à la qualité de l'environnement.

Idem.

Il peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée par la présente loi.

Constatations, etc., au ministre.

9. Le Conseil doit communiquer au ministre les constatations qu'il a faites et les conclusions auxquelles il arrive et lui faire les recommandations qu'il juge appropriées.

Études.

Le ministre est tenu de rendre publiques les études du Conseil.

## DIVISION III

ADVISORY COUNCIL ON THE  
ENVIRONMENT

7. A body for study and consultation hereinafter called "the Council" is established under the name of "Advisory Council on the Environment" in English and "Conseil consultatif de l'environnement" in French.

Establishment. Name.

8. The Council shall advise the Minister on any question that he submits to it respecting the matters contemplated by this act.

Duties.

It may also undertake the study of any question pertaining to the quality of the environment.

Idem.

It may receive and hear the petitions and suggestions of individuals and groups on any question contemplated by this act.

Idem.

9. The Council must communicate to the Minister the findings it has made and the conclusions it has reached and make to him the recommendations it considers expedient.

Findings, etc., to Minister.

The Minister must make public the studies of the Council.

Studies.

Composition.

**10.** Le Conseil se compose d'un président et de dix membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**10.** The Council shall be composed of a chairman and ten members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Durée.

**11.** Le président du Conseil est nommé pour une durée de cinq ans et les autres membres pour une durée de deux ans.

**11.** The chairman of the Council shall be appointed for a term of five years and the other members for a term of two years.

Idem.

Le mandat des membres ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois.

The term of office of the members may be renewed consecutively only once.

Fonctions continuées.

**12.** Les membres du Conseil demeurent en fonction, notwithstanding l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

**12.** The members of the Council shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.

Vacance.

La charge d'un membre du Conseil devient vacante s'il s'absente de quatre séances consécutives.

The office of a member of the Council shall become vacant if he is absent from four consecutive sittings.

Président.

**13.** Le président du Conseil en dirige les activités; il prépare l'ordre du jour des séances du Conseil, les convoque et les préside; il coordonne les travaux du Conseil et en assure la continuité, veille à la préparation des dossiers et fournit aux membres du Conseil les renseignements relatifs aux questions à étudier. Il assure, de plus, la liaison entre le Conseil et les services de protection de l'environnement.

**13.** The chairman of the Council shall direct its activities; he shall prepare the agenda of the sittings of the Council and call and preside over them; he shall coordinate the work of the Council and ensure its continuity, see that the files are prepared, and give the members of the Council information relating to the questions to be studied. He shall also ensure cooperation between the Council and the environment protection services.

Honoraires, etc.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations ou le traitement du président qui doit s'occuper exclusivement du travail du Conseil et des devoirs de sa fonction.

The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary of the chairman, who must devote his full time to the work of the Council and the duties of his office.

Indemnisation.

**14.** Les membres du Conseil autres que le président sont remboursés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances du Conseil et reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**14.** The members of the Council other than the chairman shall be reimbursed for their expenses in attending sittings of the Council and shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Secrétaire, etc.

**15.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés du Conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14).

**15.** The secretary and the other functionaries and employees of the Council shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Situation.

**16.** Le secrétariat du Conseil est dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec.

**16.** The secretariat of the Council shall be situated in the territory of the Québec Urban Community.

Séances.

Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

The Council may hold its sittings at any place in the province of Québec.

Absence,  
etc.

**17.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président lequel est désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil parmi les membres du Conseil.

**17.** If the chairman is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-chairman, who shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council from among the members of the Council.

Règle-  
ments.

**18.** Le Conseil peut adopter des règlements pour sa régie interne; ces règlements doivent, pour avoir effet, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**18.** The Council may make by-laws for its internal management; to have effect, such by-laws must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Rapport  
annuel.

**19.** Le Conseil doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, transmettre au ministre qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.

**19.** The Council, not later than the 30th of June each year, shall send to the Minister, who shall communicate it to the National Assembly, a report of its activities for the preceding fiscal year.

## SECTION IV

## DIVISION IV

## LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

## PROTECTION OF THE ENVIRONMENT

Émission,  
etc.

**20.** Nul ne doit émettre, déposer, dégrader ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant au-delà de la quantité ou de la concentration prévue par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**20.** No one may emit, deposit, issue or discharge or allow the emission, deposit, issuance or discharge into the environment of a contaminant in a greater quantity or concentration than that provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Idem.

La même prohibition s'applique à l'émission, au dépôt, au dégagement ou au rejet de tout contaminant, dont la présence dans l'environnement est prohibée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil ou est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité du sol, à la végétation, à la faune ou aux biens.

The same prohibition applies to the emission, deposit, issuance or discharge of any contaminant the presence of which in the environment is prohibited by regulation of the Lieutenant-Governor in Council or is likely to affect the life, health, safety, welfare or comfort of human beings, or to cause damage to or otherwise impair the quality of the soil, vegetation, wild life or property.

Accident.

**21.** Quiconque est responsable de la présence accidentelle dans l'environnement d'un contaminant visé à l'article 20 doit en aviser le Directeur sans délai.

**21.** Whoever is responsible for the accidental presence in the environment of a contaminant contemplated in section 20 must advise the Director without delay.

Certificat.

**22.** Nul ne peut ériger ou modifier une construction, entreprendre l'exploitation d'une industrie quelconque, l'exercice d'une activité ou l'utilisation d'un procédé industriel ni augmenter la production d'un bien ou d'un service s'il est susceptible d'en résulter une émission, un dépôt, un dégagement ou un rejet de contaminants dans l'environnement ou une modification

**22.** No one may erect or alter a structure, undertake to operate an industry, carry on an activity or use an industrial process or increase the production of any goods or services if it seems likely that this will result in an emission, deposit, issuance or discharge of contaminants into the environment or a change in the quality of the environment, unless he obtains

de la qualité de l'environnement, à moins d'obtenir du Directeur un certificat d'autorisation.

from the Director a certificate of authorization.

**Demande.** La demande d'autorisation doit inclure les plans et devis de construction ou du projet d'utilisation du procédé industriel ou d'exploitation de l'industrie ou d'augmentation de la production et doit contenir une description de la chose ou de l'activité visée, indiquer sa localisation précise et comprendre une évaluation détaillée conformément aux règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, de la quantité ou de la concentration prévue de contaminants à être émis, déposés, dégagés ou rejetés dans l'environnement par l'effet de l'activité projetée.

The application for authorization must include the plans and specifications of the structure or project to use the industrial process, operate the industry or increase production and must contain a description of the apparatus or activity contemplated, indicate its precise location and include a detailed evaluation in accordance with the regulations of the Lieutenant-Governor in Council of the quantity or concentration of contaminants expected to be emitted, deposited, issued or discharged into the environment through the proposed activity.

**Exigences.** Le Directeur doit, à l'appui d'une demande relative à certaines catégories d'industries, de projets ou d'activités déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, exiger une étude de l'impact que produira sur l'environnement la réalisation du projet et peut exiger que le requérant mène certaines recherches ou expériences qu'il indique concernant le projet, le tout conformément aux modalités prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Il peut enfin exiger du requérant toute information supplémentaire qu'il juge pertinente à l'objet de la demande.

The Director shall, in support of an application relating to certain classes of industries, projects or activities determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, require a study to be made on the impact that the carrying out of the project will have on the environment and may require the applicant to carry out certain research or experiments which he indicates respecting the project, the whole in accordance with the terms and conditions prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. He may, finally, require from the applicant any supplementary information he considers pertinent to the object of the application.

**Idem.** **23.** Dans le cas d'une demande d'autorisation relative à certaines catégories de projets, activités ou industries susceptibles de porter atteinte ou de détruire la surface du sol et déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, le requérant doit soumettre un plan de réaménagement du terrain de même que toute garantie exigible, le tout conformément aux normes et modalités prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**23.** In the case of an application for authorization relating to certain classes of projects, activities or industries likely to harm or destroy the surface of the soil and determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, the applicant must submit a land reclamation plan as well as any guarantee exigible, the whole in accordance with the standards, terms and conditions prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

**Conforme à la loi.** **24.** Le Directeur doit, avant de donner son approbation à une demande faite en vertu de l'article 22, s'assurer que l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement sera conforme à la loi et aux règlements.

**24.** The Director shall, before giving his approval to an application made under section 22, ascertain that the emission, deposit, issuance or discharge of contaminants into the environment will be in accordance with the act and regulations. He



Il peut, à cette fin exiger toute modification du plan ou du projet soumis.

may, for that purpose, require any alteration in the plan or project submitted.

Cessation,  
etc.

**25.** Lorsqu'il constate la présence dans l'environnement d'un contaminant visé à l'article 20, le Directeur peut ordonner au responsable de la source de contamination de cesser définitivement ou temporairement ou de limiter, selon les conditions qu'il impose, l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de ce contaminant.

**25.** When he ascertains the presence in the environment of a contaminant contemplated in section 20, the Director may order whoever is responsible for the source of contamination to cease finally or temporarily or to limit, according to the conditions prescribed by him, the emission, deposit, issuance or discharge of such contaminant.

Cessation,  
etc.

Significa-  
tion  
d'un avis.

Une telle ordonnance est cependant sans effet si le Directeur n'a pas au moins quinze jours au préalable signifié au responsable de la source de contamination, un avis des motifs de la décision et de la date à laquelle elle doit avoir effet, une notification à l'effet qu'il peut lui faire toutes les représentations qu'il jugera utiles jusqu'à cette date, de même qu'une copie de tout rapport d'analyse, rapport d'étude ou autre rapport technique considéré par lui aux fins de l'ordonnance projetée.

Such order shall however be without effect if the Director has not at least fifteen days previously served upon whoever is responsible for the source of contamination, notification of the reasons for the decision and the date on which it is to have effect, a notice that he may make all representations to him which he considers expedient until that date, and a copy of any analysis, study or other technical report considered by him for the proposed order.

Service  
of notice.

Excep-  
tion.

**26.** Le Directeur peut, nonobstant l'article 25, ordonner sans préavis, au responsable d'une source de contamination, de cesser ou de diminuer dans la mesure qu'il détermine, l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet d'un contaminant lorsqu'à son avis il en résulte un danger immédiat pour la vie ou la santé des personnes ou un danger de dommage sérieux ou irréparable aux biens.

**26.** The Director may notwithstanding section 25 order, without previous notice, whoever is responsible for a source of contamination to cease or abate to the extent that he determines, the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant when in his opinion an immediate danger results to the life or health of persons or a danger of serious or irreparable damage to property.

Excep-  
tion.

Contenu  
de l'ordon-  
nance.

Cette ordonnance doit contenir l'énoncé des motifs du Directeur. Elle prend effet à la date de sa signification au responsable de la source de contamination.

Such order must contain a summary of the reasons of the Director. It shall take effect on the date of its service upon the one responsible for the source of contamination.

Contents  
of order.

Appareil.

**27.** Le Directeur peut, lorsqu'il l'estime nécessaire pour assurer la protection ou l'assainissement de l'environnement, ordonner au responsable d'une source de contamination d'utiliser toute catégorie ou type d'appareil qu'il indique, aux fins de réduire ou d'éliminer l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet d'un contaminant.

**27.** The Director may, when he considers it necessary in order to ensure the protection or sanitary condition of the environment, order whoever is responsible for a source of contamination to use any class or type of apparatus which he indicates to abate or eliminate the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant.

Appara-  
tus.

Installat-  
ion.

Il peut de même, lorsqu'il l'estime nécessaire pour assurer la surveillance de la qualité de l'environnement, ordonner au responsable d'une source de contamination

He may, likewise, when he considers it necessary in order to ensure the supervision of the environmental quality, order whoever is responsible for a source of

Installat-  
ion.

d'installer, dans les délais et à l'endroit qu'il désigne, toute catégorie ou type d'équipement ou d'appareil aux fins de mesurer la concentration, la qualité ou la quantité de tout contaminant et obliger le responsable de la source de contamination à transmettre les données recueillies selon les modalités qu'il détermine.

Installation.

Il peut enfin ordonner au responsable d'une source de contamination d'installer, dans les délais et à l'endroit qu'il désigne, tous les ouvrages qu'il juge nécessaires pour lui permettre le prélèvement d'échantillons, l'analyse de toute source de contamination ou l'installation de tout équipement ou appareil décrit à l'alinéa précédent.

Municipalité.

**28.** Lorsqu'une municipalité est responsable d'une source de contamination, le ministre exerce les pouvoirs confiés au Directeur aux articles 25, 26 et 27.

Ordre.

**29.** Le ministre peut, après enquête, ordonner à une municipalité d'exercer les pouvoirs relatifs à la qualité de l'environnement que confère à cette municipalité la présente loi ou toute autre loi générale ou spéciale.

Emprunt.

Lorsque pour se conformer à une ordonnance du ministre, une municipalité est obligée de faire des travaux, elle est autorisée à contracter un emprunt qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Ministre à consulter.

**30.** Avant d'émettre à l'égard d'une municipalité une ordonnance dont l'exécution comporte pour cette dernière des dépenses, le Directeur doit consulter le ministre des affaires municipales.

Règlements.

**31.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

- a) classer les contaminants et les sources de contamination;
- b) soustraire des catégories de contaminants ou de sources de contamination à l'application de la présente loi ou de toute partie de celle-ci;
- c) prohiber, limiter et contrôler les sources de contamination de même que

contamination to install, within the delays and at the place designated by him, any class or type of equipment or apparatus for measuring the concentration, quality or quantity of any contaminant and oblige the person responsible for the source of contamination to send the data collected according to the terms and conditions that he determines.

He may, finally, order whoever is responsible for a source of contamination to install, within the delays and at the place designated by him, all the works that he considers necessary to enable the sampling and analysis of any source of contamination or the installation of any equipment or apparatus described in the preceding paragraph.

**28.** When a municipality is responsible for a source of contamination, the Minister shall exercise the powers conferred upon the Director in sections 25, 26 and 27.

**29.** The Minister may, after inquiry, order a municipality to exercise the powers relating to the quality of the environment conferred on such municipality by this act or by any other general law or special act.

When, to comply with an order of the Minister, a municipality is obliged to carry out work, it may contract a loan requiring no other approvals than those of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission.

**30.** Before issuing with respect to a municipality an order that entails expenditures by the municipality, the Director shall consult the Minister of Municipal Affairs.

**31.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

- (a) classify contaminants and sources of contamination;
- (b) withdraw classes of contaminants or sources of contamination from the application of this act or from any part of it;
- (c) prohibit, limit and control sources of contamination as well as the emission,

l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement de toute catégorie de contaminants pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

d) déterminer pour toute catégorie de contaminants ou de sources de contamination une quantité ou une concentration maximale permmissible d'émission, de dépôt, de dégagement ou de rejet dans l'environnement pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

e) définir des normes de protection et de qualité de l'environnement ou de l'une de ses parties pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

f) déterminer les modalités selon lesquelles une demande de certificat d'autorisation de plans et devis ou de projets doit être faite au Directeur en vertu des articles 22 et 24, classer à cette fin les constructions, procédés industriels, industries, travaux, activités et projets et, le cas échéant, en soustraire certaines catégories à une partie ou à l'ensemble de la présente loi;

g) déterminer la forme et la teneur de tout certificat d'autorisation ou permis émis par le Directeur en vertu de la présente loi et fixer les honoraires exigibles pour leur délivrance;

h) déterminer les méthodes de prélèvement, d'analyse et de calcul de toute émission, dépôt, dégagement ou rejet d'un contaminant;

i) établir des normes relatives à l'installation de tout appareil ou équipement visé à l'article 27.

deposit, issuance or discharge into the environment of any class of contaminants throughout all or part of the territory of the province of Québec;

(d) determine for any class of contaminants or sources of contamination a maximum permissible quantity or concentration of emission, deposit, issuance or discharge into the environment throughout all or part of the territory of the province of Québec;

(e) define standards for the protection and quality of the environment or any of its parts throughout all or part of the territory of the province of Québec;

(f) determine the terms and conditions whereunder an application for a certificate of authorization of plans and specifications or projects must be made to the Director under sections 22 and 24, classify for that purpose the structures and industrial processes, industries, works, activities and projects and, as the case may be, withdraw certain classes of them from all or part of this act;

(g) determine the form and tenor of any certificate of authorization or permit issued by the Director under this act and fix the fees exigible for its issue;

(h) determine the methods for collecting, analysing and computing any emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant;

(i) establish standards for the installation of any apparatus or equipment contemplated in section 27.

## SECTION V

### LA QUALITÉ DE L'EAU ET LA GESTION DES EAUX USÉES

Autorisation, etc.

**32.** Nul ne peut établir un aqueduc, une prise d'eau d'alimentation, des appareils pour la purification de l'eau, ni procéder à l'exécution de travaux d'égout ou à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux usées avant d'en avoir soumis les plans et devis au Directeur et d'avoir obtenu son autorisation.

Idem.

Cette autorisation est également requise pour les travaux de reconstruction, d'extension d'installations anciennes et de

## DIVISION V

### QUALITY OF WATER AND MANAGEMENT OF WASTE WATER

**32.** No one may establish waterworks, a water supply intake or water purification appliances or carry out work respecting sewers or the installation of devices for the treatment of waste water before submitting the plans and specifications to the Director and obtaining his authorization.

Authorization, etc.

Such authorization shall also be required for work on reconstruction, extension of old installations and connections between

Idem.

raccordements entre les conduites d'un système public et celles d'un système privé.

**Permis.** En outre, une personne ne peut exploiter un système d'aqueduc, d'égout ou une usine de traitement des eaux, à moins d'avoir obtenu du Directeur un permis à cet effet; ce dernier peut, lorsqu'il le juge à propos dans l'intérêt public et après audition des intéressés, modifier ou annuler ce permis.

**Construction, etc.** Lorsqu'il existe dans le territoire d'une municipalité un système d'aqueduc autorisé par le Directeur en vertu de l'alinéa précédent ou de l'article 44, celui-ci peut, après avis au propriétaire et audition des intéressés, y permettre, aux conditions qu'il détermine, la construction ou l'extension d'un aqueduc municipal.

**Cessation.** Une personne ne peut cesser d'exploiter, aliéner, louer ou disposer autrement que par succession d'un système d'aqueduc, d'égout ou de traitement des eaux sans la permission écrite du Directeur.

**Autorisation.** **33.** Nul ne peut aménager ni exploiter un terrain d'amusement, de camping, de roulottes, une colonie de vacances ou une plage publique à moins qu'ils ne soient desservis par un système d'aqueduc et un système d'égout autorisés par le Directeur ou que ce dernier n'ait autorisé un autre mode d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées, selon les modalités déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**Ordonnances.** **34.** Le Directeur peut rendre à l'égard d'une personne exploitant un système d'aqueduc, d'égout ou de traitement des eaux les ordonnances qu'il juge appropriées relativement à la qualité du service, à l'extension du système, aux rapports à faire, au mode d'exploitation, aux taux et à toutes autres matières relevant de son pouvoir de surveillance et de contrôle, le tout conformément aux modalités prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**Municipalité.** À l'égard d'une municipalité, le ministre exerce les pouvoirs visés à l'alinéa précédent:

a) pour la partie seulement de son système d'aqueduc, d'égout ou de traite-

the conduits of a public system and those of a private system.

Moreover, a person shall not operate **Permit.** a waterworks, sewer system or a water treatment plant, unless he has obtained from the Director a permit for that purpose; the Director may, when he considers it expedient in the public interest, and after hearing those interested, alter or cancel such permit.

When there is in the territory of a **Construction, etc.** municipality a waterworks system authorized by the Director under the preceding paragraph or section 44, he may, after giving a notice to the owner and hearing those interested, allow on the conditions that he determines the construction or extension of any municipal waterworks therein.

A person shall not cease to operate, **Cessation.** alienate, lease or dispose of a waterworks, sewer system or water treatment plant otherwise than by succession, without the permission in writing of the Director.

**33.** No one may set up or operate **Authori-** any amusement grounds, camping ground, trailer park, holiday camp or public beach unless it is served by a waterworks system and sewer system authorized by the Director or the latter has authorized another mode of water supply and of disposal of waste water, in accordance with the terms and conditions determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

**34.** The Director may make with re- **Orders.** spect to a person operating a waterworks, sewer system or water treatment plant such orders as he considers appropriate respecting the quality of service, the extension of the system, the reports to be made, the mode of operation, the rates and any other matters under his power of supervision and control, the whole in accordance with the terms and conditions prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

As regards a municipality, the Minister shall exercise the powers contemplated in the preceding paragraph: **Municipality.**

(a) for that part only of its waterworks, sewer system or water treatment plant



ment des eaux qui est exploitée en dehors de ses limites;

b) lorsqu'elle vend de l'eau ou fournit un service d'égout à une autre municipalité ou à une personne qui exploite un système d'aqueduc ou d'égout. À défaut d'entente entre les intéressés, les taux sont fixés par la Commission municipale.

Annulation, etc., de contrat.

À la requête d'un intéressé, la Commission municipale peut annuler ou modifier un contrat ou règlement relatif à un aqueduc, à un égout ou à une usine de traitement des eaux, si le requérant établit que les conditions en sont abusives. À l'égard de toute municipalité desservie par l'aqueduc de la Ville de Montréal, ce pouvoir peut être exercé nonobstant toute disposition inconciliable de la charte de cette ville ou de la Communauté urbaine de Montréal.

Installation en commun.

**35.** Lorsque le Directeur, après enquête faite de sa propre initiative ou à la demande d'un intéressé, estime que des services d'aqueduc, d'égout ou de traitement des eaux devraient être en commun, par suite de nécessité ou d'avantage, entre deux ou plusieurs municipalités ou parties de municipalités distinctes, il peut prescrire les mesures nécessaires.

Ordonnances.

Il peut en particulier ordonner:

1° que l'exécution, l'entretien et l'exploitation des ouvrages soient faits en commun par toutes les municipalités intéressées ou en tout ou en partie par une seule municipalité, ou

2° que les ouvrages existants dans une ou plusieurs de ces municipalités soient utilisés, ou

3° que le service soit fourni en tout ou en partie par une municipalité à l'autre ou aux autres.

Coût, etc.

Dans tous ces cas, le Directeur peut, en conformité aux normes arrêtées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, établir le coût et la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation et le mode de paiement ou fixer l'indemnité, périodique ou non, payable pour l'usage des ouvrages ou pour le service fourni par une municipalité.

Règlement.

**36.** Toute municipalité peut, par règlement approuvé par le ministre, conclure

which is operated outside its limits;

(b) when it sells water or supplies a sewer service to another municipality or to a person who operates a waterworks or sewer system. Failing agreement between the interested parties, the rates shall be fixed by the Municipal Commission.

Upon the application of anyone interested, the Municipal Commission may cancel or alter a contract or regulation relating to a waterworks, sewer system or water treatment plant, if the applicant establishes that the conditions are abusive. In respect of any municipality served by the waterworks of the City of Montreal, such power may be exercised notwithstanding any inconsistent provision of the charter of that city or of the Montreal Urban Community.

Cancellation, etc., of contract.

**35.** When the Director, after inquiry made on his own initiative or upon the application of anyone interested, considers that necessity or advantage requires that two or more municipalities or parts of different municipalities have a common waterworks, sewer system or water treatment plant, he may prescribe the necessary measures.

Common plant.

He may in particular order:

Orders.

(1) that the execution, maintenance and operation of the works be done jointly by all the municipalities concerned or in whole or in part by a single municipality, or

(2) that the works in one or more of such municipalities be used, or

(3) that the service be furnished in whole or in part by one municipality to the other or others.

In all such cases, the Director may, in accordance with the standards prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, establish the cost and apportionment of the cost of the works and the maintenance and operating costs and the mode of payment or fix the indemnity, periodic or otherwise, payable for the use of the works or for the service provided by a municipality.

Costs, etc.

**36.** Every municipality may, by regulation approved by the Minister, make

Regulation.

avec une ou plusieurs autres municipalités une entente pour l'exécution de travaux de construction et l'exploitation d'aqueducs, d'égouts ou d'usines de traitement d'eaux.

Modifica-  
tion, etc.

Un tel règlement, lorsqu'il est approuvé, ne peut être modifié ou abrogé sans l'autorisation du ministre.

Comité.

Telle entente peut prévoir la constitution d'un comité intermunicipal qui peut être chargé d'exécuter des travaux de construction et d'exploiter des aqueducs, des égouts ou des usines de traitement d'eaux.

Personne  
obligée,  
etc.

**37.** Le Directeur peut, après enquête, obliger, dans la mesure où il le juge nécessaire, toute personne à construire, agrandir ou rénover un système d'aqueduc, d'égout, de traitement ou de pré-traitement des eaux ou à le raccorder à un réseau municipal.

Annula-  
tion.

**38.** Le Directeur peut annuler toute autorisation accordée en vertu de l'article 32 ou 44, lorsque les modalités et les conditions d'exploitation de tout système ne sont pas conformes aux normes établies par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Taxe, etc.

**39.** Dans le cas où le Directeur, en vertu de l'article 38, annule une autorisation, il ne peut être perçu des contribuables ou bénéficiaires du système aucune taxe, droit ou redevance établis pour les fins dudit système.

Emprunt.

**40.** Une municipalité obligée de faire des travaux en vertu des articles 34, 35 ou 36 est autorisée à contracter un emprunt par règlement qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Expro-  
priation,  
etc.

**41.** Toute municipalité peut, avec l'autorisation du ministre, acquérir de gré à gré ou par expropriation des sources d'approvisionnement d'eau et autres immeubles situés en dehors de son territoire et requis pour la construction d'un système d'aqueduc ou d'égout ou l'établissement d'une usine de traitement d'eaux.

an agreement with one or more other municipalities for carrying out the construction work and operating of waterworks, sewers or water treatment plants.

Such regulation, when approved, shall not be amended or repealed without the authorization of the Minister. Amend-  
ment, etc.

Such agreement may provide for the establishment of an intermunicipal committee, which may be entrusted with carrying out the work of construction and operating of waterworks, sewers or water treatment plants. Com-  
mittee.

**37.** The Director may, after inquiry, oblige, to the extent that he considers necessary, any person to build, enlarge or renovate a system of waterworks, sewers, water treatment or pre-treatment, or to connect it with a municipal network. Person  
obliged,  
etc.

**38.** The Director may also cancel any authorization granted under section 32 or 44, when the terms and conditions of operating any system are not in accordance with the standards established by the Lieutenant-Governor in Council. Cancell-  
ation.

**39.** In the case where the Director, under section 38, cancels an authorization, no tax, duty, or dues established for the purposes of the system shall be collected from the ratepayers or beneficiaries of the said system. Tax, etc.

**40.** A municipality obliged to do work under section 34, 35 or 36 is authorized to contract a loan by by-law requiring no other approvals than those of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission. Loans.

**41.** Every municipality may with the authorization of the Minister acquire by agreement or expropriation sources of water supply and other immovables situated outside its territory required for the construction of a waterworks or sewer system or the establishment of a water treatment plant. Expro-  
priation,  
etc.

Expro-  
piation.

**42.** Lorsqu'une personne détenant un permis du Directeur pour l'exploitation d'un aqueduc, d'un égout ou d'une usine de traitement des eaux ne peut acquérir à l'amiable une source d'approvisionnement d'eau ou un immeuble pour son exploitation, elle peut, avec l'autorisation du ministre, exproprier cette source ainsi que les immeubles requis pour y installer les bâtiments et machineries nécessaires.

**42.** When a person holding a permit of the Director for the operation of a waterworks, sewer or water treatment plant cannot acquire by agreement a source of water supply or an immovable for its operation, he may, with the authorization of the Minister, expropriate such source and the immovables required for the installation of the necessary buildings and machinery there.

Expro-  
piation.Privilège  
exclusif.

**43.** Toute municipalité peut, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, accorder à une personne un privilège exclusif dont la durée ne peut excéder 25 ans, pour l'établissement et l'exploitation d'une usine de traitement d'eaux.

**43.** Every municipality, with the authorization of the Minister and on the conditions he determines, may grant to a person an exclusive privilege the term of which shall not exceed 25 years to establish and operate a water treatment plant.

Fran-  
chise.Acquisi-  
tion d'im-  
meubles.

Elle peut aussi acquérir de gré à gré ou par expropriation dans son territoire ou, avec l'autorisation du ministre en dehors de celui-ci, les immeubles nécessaires à la construction ou à l'exploitation de cette usine par le concessionnaire et lui vendre ou louer ces immeubles et servitudes.

It may also acquire by agreement or expropriation within its territory or, with the authorization of the Minister, outside of it, the immovables necessary for the construction or operation of such plant by the grantee and sell or lease him such immovables and servitudes.

Acquisi-  
tion of  
immove-  
ables.Règle-  
ment.

Le règlement concédant le privilège exclusif ainsi que le contrat entre la municipalité et le concessionnaire requièrent l'approbation du ministre chargé de l'application de la présente loi et du ministre des affaires municipales.

The by-law granting the exclusive privilege and the contract between the municipality and the grantee shall require the approval of the Minister entrusted with the application of this act and that of the Minister of Municipal Affairs.

By-law.

Permis.

**44.** Toute personne exploitant un système d'aqueduc, d'égout ou de traitement des eaux qui n'a pas obtenu en vertu de toute loi antérieure un permis d'exploitation doit, dans les douze mois de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, soumettre au Directeur une demande de permis d'exploitation.

**44.** Every person operating a waterworks, sewer or water treatment system who has not obtained, under any former law, an operating permit must, within twelve months from the date of the coming into force of this act, submit to the Director an application for an operating permit.

Permit.

Relevés,  
etc., des  
eaux.

**45.** Quiconque exploite un système d'aqueduc ou de traitement des eaux doit faire des relevés de la qualité de l'eau de consommation et des eaux usées, en faire l'analyse et en transmettre au Directeur les résultats selon la fréquence et les modalités déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Dans le cas d'une municipalité où il n'existe pas de système d'aqueduc ou de traitement des eaux, ces relevés et analyses doivent être faits et les résultats doivent être transmis par la municipalité selon les normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**45.** Whoever operates a waterworks or water treatment system shall sample the drinking water and waste water, have it analysed and send the results to the Director as often and in such manner as determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. If a municipality has no waterworks or water treatment system, the samples shall be taken, the analyses made and the results sent by the municipality as provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Sampling,  
etc., of  
water.

Règle-  
ments.

**46.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

a) classer les eaux;

b) définir des normes de qualité physique, chimique et biologique de l'eau selon ses différents usages pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

c) déterminer, pour toute catégorie de contaminant ou de source de contamination, la quantité ou la concentration maximale dont le rejet est permis dans l'eau soit pour l'ensemble du territoire, soit pour une région, une rivière, un cours d'eau, un lac ou une étendue d'eau souterraine;

d) déterminer des normes de qualité pour toute source d'alimentation en eau et des normes d'exploitation pour tout service d'aqueduc, d'égout ou de traitement des eaux;

e) déterminer les méthodes de relevés et d'analyses de l'eau de consommation et des eaux usées visées à l'article 42 et les modalités de transmission des résultats au Directeur;

f) prohiber ou limiter le déversement, dans tout système d'égout, de toute matière qu'il juge nuisible;

g) déterminer le mode d'évacuation et de traitement des eaux usées;

h) déterminer, en matière de qualité des eaux minérales et autres eaux mises en bouteille ou autre contenant à des fins commerciales, les conditions de leur emballage et de leur distribution;

i) régir la production, la vente, la distribution et l'usage de tout appareil de purification de l'eau et de tout produit ou matériau destiné à l'établissement ou à l'exploitation d'un système d'aqueduc, d'égout ou de traitement des eaux;

j) prescrire, relativement à toute embarcation à moteur, des normes sur l'échappement d'huile ou d'essence, sur l'élimination des déchets et sur les cabinets d'aisance;

k) prohiber ou limiter l'utilisation pour des fins de plaisance, des rivières ou des lacs par des embarcations à moteur, afin de protéger la qualité de l'environnement;

l) déterminer des normes de construction en matière de systèmes d'aqueduc, d'égout et de traitement des eaux.

**46.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(a) classify waters;

(b) define physical, chemical and biological water quality standards according to its different uses for all or part of the territory of the province of Québec;

(c) determine, for every class of contaminant or source of contamination, the maximum quantity or concentration the discharge of which is allowed into water either for all the territory or for a region, river, water course, lake or underground water area;

(d) determine the standards of quality for any source of water supply and the standards of operation for any waterworks, sewer or water treatment service;

(e) determine the methods of sampling and analysis of drinking water and waste water contemplated in section 42 and the mode of sending the results to the Director;

(f) prohibit or limit the dumping into any sewer system of any matter that he considers harmful;

(g) determine the mode of discharging and treatment of waste water;

(h) determine, with respect to the quality of mineral water and other water put in bottles or other containers for commercial purposes, the conditions under which it is bottled and distributed;

(i) regulate the production, sale, distribution and use of any water purification device and any product or material for establishing or operating a waterworks, sewer or water treatment system;

(j) prescribe, as regards any motor boat, standards for the leakage of oil or gasoline, for the elimination of waste, and for toilets;

(k) prohibit or limit for purposes of pleasure the use of rivers or lakes by motor boats so as to protect the quality of the environment;

(l) determine construction standards for waterworks, sewer and water treatment systems.

Regula-  
tions.



## SECTION VI

## DIVISION VI

## L'ASSAINISSEMENT DE L'ATMOSPHÈRE

## DEPOLLUTION OF THE ATMOSPHERE

Devoirs  
du mi-  
nistre.

**47.** Le ministre coordonne l'implantation sur tout le territoire du Québec, des postes de détection de la pollution de l'atmosphère. Il est de plus chargé de voir à l'établissement et à l'exploitation d'un système d'alerte et d'un réseau de détection de la pollution de l'atmosphère; il peut acquérir, construire et implanter lui-même tout appareil de mesure de la qualité de l'atmosphère et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble nécessaire à cette fin.

Autori-  
sation.

Toute municipalité qui désire implanter sur son territoire des postes de détection ou un système d'alerte de la pollution de l'atmosphère, doit au préalable obtenir l'autorisation du ministre.

Idem.

**48.** Quiconque a l'intention d'installer ou poser un appareil ou équipement destiné à prévenir, diminuer ou faire cesser le dégagement de contaminants dans l'atmosphère, doit en soumettre les plans et devis au Directeur et obtenir son autorisation.

Restric-  
tion.

Le présent article ne s'applique pas aux véhicules automobiles ni aux embarcations à moteur.

Plan  
d'urgence.

**49.** Le ministre est chargé d'élaborer un plan d'urgence comprenant un ensemble de mesures applicables aux responsables de sources de contamination en cas de pollution de l'atmosphère. La mise en vigueur totale ou partielle d'un tel plan peut être décrétée dans une municipalité ou une partie de celle-ci par le lieutenant-gouverneur en conseil lorsque ce dernier estime que l'état de pollution de l'atmosphère le justifie. Toute personne ou toute municipalité visées doivent alors prendre nonobstant toute loi générale ou spéciale incompatible, toutes les mesures prescrites par le Directeur conformément à ce plan.

Infrac-  
tion.

**50.** Nul ne peut offrir en vente, exposer ni vendre un moteur ou un véhicule automobile dont le fonctionnement a pour effet d'émettre un contaminant dans l'atmosphère, au delà des normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Duties of  
Minister.

**47.** The Minister shall coordinate the establishment, throughout the territory of the province of Québec, of air pollution monitoring stations. He shall also see to the establishment and operation of an alert system and an air pollution monitoring system; he may acquire, make and install any apparatus to measure the quality of the atmosphere and acquire by agreement or expropriation any immovable necessary for that purpose.

Authori-  
zation.

Every municipality wishing to establish on its territory air pollution monitoring stations or an alert system for air pollution must previously obtain the authorization of the Minister.

Idem.

**48.** Whoever intends to install apparatus or equipment to prevent, reduce or cause the cessation of the issuance of contaminants into the atmosphere, must submit the plans and specifications to the Director and obtain his authorization.

Proviso.

This section does not apply to motor vehicles or motor boats.

Emergen-  
cy plan.

**49.** The Minister shall formulate an emergency plan containing comprehensive measures applicable to those responsible for sources of contamination in case of air pollution. Total or partial putting into force of such plan may be ordered in a municipality or part of it by the Lieutenant-Governor in Council when he considers that the degree of air pollution warrants it. Any person and municipality contemplated must then, notwithstanding any inconsistent general law or special act, take all the measures prescribed by the Director in accordance with that plan.

Offence.

**50.** No one may offer for sale, exhibit or sell an engine or motor vehicle the operation of which has the effect of emitting into the air a contaminant over and above the standards prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Infrac-  
tion.

**51.** Nul ne peut utiliser ni permettre l'utilisation d'un moteur ou d'un véhicule automobile faisant partie d'une catégorie dont l'utilisation exige, en vertu d'un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, la mise en place d'un appareil destiné à réduire l'émission de contaminants dans l'atmosphère, sans que le moteur ou le véhicule automobile ne soit muni d'un tel appareil.

Idem.

**52.** Tout propriétaire d'un véhicule automobile constituant une source possible de contamination de l'atmosphère, doit en assurer l'entretien conformément aux normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Règle-  
ments.

**53.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

a) classer les véhicules automobiles et les moteurs afin d'en réglementer l'usage et soustraire certaines catégories à l'application de la présente loi et des règlements;

b) prohiber ou limiter l'usage de certaines catégories de véhicules automobiles ou de moteurs afin de prévenir ou de réduire l'émission de polluants dans l'atmosphère;

c) déterminer la manière dont il peut être fait usage de certaines catégories de véhicules automobiles ou de moteurs, la façon de les entretenir et prescrire, le cas échéant, l'installation de dispositifs de purification conformes aux spécifications qu'il détermine et pourvoir à l'inspection de ces dispositifs;

d) réglementer la qualité des combustibles qui sont utilisés pour des fins de chauffage domestique, pour des fins industrielles ou pour des fins d'incinération;

e) déterminer les méthodes d'incinération et leurs conditions d'utilisation;

f) établir des normes et spécifications relatives à tout carburant et lubrifiant.

**51.** No one may use or permit the use of an engine or motor vehicle forming part of a class the use of which requires, under a regulation of the Lieutenant-Governor in Council, the installation of an apparatus to reduce the emission of contaminants into the atmosphere, unless the engine or motor vehicle is provided with such apparatus.

Offence.

**52.** Every owner of a motor vehicle which is a potential source of contamination of the atmosphere must ensure its maintenance in accordance with the standards provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Idem.

**53.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

Regula-  
tions.

(a) classify motor vehicles and engines to regulate their use and withdraw certain classes from the application of this act and the regulations;

(b) prohibit or limit the use of certain classes of motor vehicles or engines to prevent or to reduce the emission of pollutants into the air;

(c) determine the manner in which certain classes of motor vehicles or engines may be used and the manner of maintaining them, and prescribe, if need be, the installation of purification devices in accordance with the specifications which he determines and provide for the inspection of such devices;

(d) regulate the quality of fuels used for domestic heating, industrial purposes or incineration;

(e) determine the methods of incineration and their conditions of use;

(f) establish standards and specifications for any motor-fuel and lubricant.

## SECTION VII

## LA GESTION DES DÉCHETS

Certifi-  
cat.

**54.** Nul ne peut établir ou modifier un système de gestion des déchets ou une partie de celui-ci sans avoir obtenu du Directeur un certificat attestant la conformité du projet aux normes prévues par

## DIVISION VII

## WASTE MANAGEMENT

**54.** No one may establish or alter a waste management system or part of it without obtaining a certificate from the Director attesting that the project complies with the standards provided by

Certifi-  
cate.

règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Permis.

**55.** Nulle personne ne peut exploiter un système de gestion des déchets ou une partie de celui-ci sans avoir obtenu du Directeur un permis à cet effet, qui est accordé aux conditions déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Il vaut pour une durée de cinq ans et peut être renouvelé.

**55.** No person may operate a waste management system or a part of it without obtaining from the Director a permit for that purpose, which is granted on the conditions determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. It shall be valid for a term of five years and may be renewed.

Garanties.

À moins que le ministre, pour des motifs d'intérêt public ne l'en dispense par écrit, le requérant doit établir, par certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier, que sa demande ne contrevient à aucun règlement municipal. Il doit, de plus, fournir les garanties déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Unless the Minister, for reasons of public interest, dispenses him therefrom in writing, the applicant must establish by a certificate of the clerk or secretary-treasurer, that his application does not contravene any municipal by-law. He must also give the guarantees determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Enquête.

**56.** Lorsqu'une demande de permis pour un lieu d'élimination ou d'entreposage ou une usine de traitement de déchets contrevient à un règlement municipal, le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête par le Directeur aux fins de déterminer si le lieu ou l'usine projetée devrait être exemptée de l'application du règlement municipal.

**56.** When an application for a permit for a site for elimination or storage of waste or a waste treatment plant contravenes a municipal by-law, the Minister may order that an inquiry be held by the Director to determine whether the proposed site or plant should be exempt from the application of the municipal by-law.

Avis.

Le Directeur doit, après avoir reçu les représentations de tous les intéressés, donner par écrit un avis motivé au ministre.

The Director shall, after receiving representations from all those concerned, give in writing to the Minister a notice stating the reasons on which it is based.

Dispense.

Après avoir reçu cet avis, le ministre peut dispenser le requérant de l'application du règlement municipal. Sa décision est publiée dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur trente jours après la date de cette publication. Après ce délai, la décision est finale et sans appel.

The Minister, after receiving such notice, may dispense the applicant from the application of the municipal by-law. His decision shall be published in the *Québec Official Gazette* and shall come into force thirty days after the date of such publication. After such delay, the decision shall be final and without appeal.

Ordonnances.

**57.** Le ministre peut rendre à l'égard d'une personne exploitant un lieu d'élimination ou d'entreposage ou une usine de traitements des déchets les ordonnances qu'il juge appropriées relativement à la qualité du service, aux rapports à faire, aux modalités d'exploitation et à toute autre matière visée par la présente section ou par tout règlement adopté sous son empire.

**57.** The Minister may make in respect of a person operating a site for elimination or storage or a waste treatment plant the orders he considers appropriate respecting the quality of the service, the reports to be made, the operating terms and conditions and any other matter contemplated by this division and by any regulation made thereunder.

Nullité,  
etc.

**58.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale, tout règlement ou toute résolution d'une municipalité relative à un système de gestion des déchets ou à une partie de celui-ci établie ou modifiée en contravention des dispositions des articles 54 et 55, est nulle et sans effet.

Ordre de  
se conformer.

**59.** Lorsqu'il constate qu'un système de gestion des déchets ou une partie de celui-ci n'est pas exploité conformément à la loi et aux normes déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, le Directeur peut ordonner à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la loi et aux règlements.

Révocation,  
etc.

Si l'exploitant ne se conforme pas à une telle directive dans le délai imparti, le Directeur peut révoquer son certificat ou suspendre ou révoquer son permis s'il s'agit d'une personne. Il peut, de plus, dans tous les cas faire exécuter aux frais de l'exploitant, les travaux nécessaires pour que l'exploitation s'effectue conformément à la loi ou aux règlements.

Obligation de  
modifier,  
etc.

**60.** Après enquête, le ministre peut, dans la mesure où il le juge nécessaire, obliger une municipalité à établir, modifier ou étendre un système de gestion des déchets ou une partie de celui-ci.

Exploitation en  
commun.

**61.** Lorsqu'il est établi, après enquête, qu'il en résulte un avantage manifeste, le ministre peut, à défaut d'entente entre les municipalités intéressées, ordonner qu'un système de gestion des déchets ou une partie de celui-ci soit exploité en commun par deux ou plusieurs municipalités, ou qu'une municipalité assure, dans une autre municipalité ou une partie d'une autre municipalité, la totalité ou une partie des services compris dans un système de gestion des déchets.

Coûts,  
etc.

Le Directeur peut, en conformité aux normes arrêtées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, répartir les coûts, frais d'entretien et d'exploitation ou fixer l'indemnité payable pour le service fourni, selon le cas.

Approba-  
tion.

**62.** Tout règlement municipal relatif à une entente ou à un comité intermuni-

**58.** Notwithstanding any general law or special act, any by-law or resolution of a municipality relating to a waste management system or part of it, established or altered in contravention of sections 54 and 55, is null and without effect.

Nullity,  
etc.

**59.** When he ascertains that a waste management system or part of it is not operated according to law and the standards determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, the Director may order the operator to take the steps necessary to comply with the law and regulations.

Order to  
comply.

If the operator does not comply with such directive within the prescribed delay, the Director may cancel his certificate or suspend or cancel his permit in the case of a person. He may also in all cases have the works necessary to make the operation comply with the law or regulations carried out at the operator's expense.

Cancellation,  
etc.

**60.** The Minister may, after inquiry, oblige, to the extent that he considers necessary, a municipality to establish, alter or extend a waste management system or part of it.

Obliga-  
tion to  
alter, etc.

**61.** When it is established, after inquiry, that there is an obvious advantage in it, the Minister may, failing agreement among the municipalities concerned, order that a system of waste management or part of it be operated jointly by two or more municipalities, or that a municipality ensure in another municipality or part of it, all or part of the services included in a waste management system.

Joint  
opera-  
tion.

The Director may, in accordance with the standards prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, apportion the costs and the maintenance and operating expenses or fix the compensation payable for the service furnished, as the case may be.

Costs,  
etc.

**62.** Every municipal by-law relating to an agreement or an intermunicipal

Approval.



cipal concernant l'une des matières visées par la présente section doit, avant d'entrer en vigueur, être approuvé par le ministre.

**Autorisation.** Tel règlement, lorsqu'il est approuvé, ne peut être modifié ou abrogé sans l'autorisation du ministre.

**Emprunt.** **63.** Une municipalité obligée de faire des travaux en vertu des articles 60, 61 ou 62 est autorisée à contracter un emprunt qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

**Indemnité.** **64.** Lorsque, par suite du refus du Directeur de renouveler un permis visé à l'article 55, une personne subit un préjudice, elle peut réclamer une indemnité dans les 30 jours de la signification de la décision en établissant que, depuis l'émission du certificat visé à l'article 54 et du permis, elle s'est conformée à la loi et aux règlements.

**Montant.** À défaut d'entente, le montant de cette indemnité est déterminé par la Régie des services publics à la demande du Directeur ou de la personne intéressée, conformément aux articles 780 à 785 du Code de procédure civile.

**Paiement sur fonds consolidé.** Le ministre des finances est autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, toute indemnité prévue au présent article.

**Construction.** **65.** Aucun terrain qui a été utilisé comme lieu d'élimination des déchets et qui est désaffecté ne peut être utilisé pour fins de construction pendant une période de 25 ans sans la permission écrite du Directeur.

**Dépôt.** **66.** Nul ne peut déposer des déchets dans un endroit autre qu'un lieu d'élimination, d'entreposage ou une usine de traitement des déchets approuvé par le Directeur en vertu de l'article 53, sauf dans les cas prévus par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**Permis spécial.** **67.** Le ministre peut, aux conditions et pour le territoire qu'il détermine, accorder à une personne ou à une municipalité

committee respecting any matter contemplated by this division must, before coming into force, be approved by the Minister.

Such by-law, when approved, shall not be amended or repealed without the authorization of the Minister.

**63.** A municipality obliged to do work under section 60, 61 or 62 may contract a loan which shall require no other approvals than those of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission.

**64.** When following the refusal of the Director to renew a permit contemplated in section 55, a person sustains prejudice, he may claim compensation from the Director within 30 days of the service of the decision by establishing that since the issue of the certificate contemplated in section 54 and the permit, he has complied with the law and regulations.

Failing an agreement approved by the Minister, the amount of such compensation shall be determined by the Public Service Board upon the application of the Director or the person concerned, in accordance with articles 780 to 785 of the Code of Civil Procedure.

The Minister of Finance may pay, out of the consolidated revenue fund, the compensation provided for in this section.

**65.** No land used as a site for elimination of waste which is no longer in use may be used for construction purposes for a period of 25 years without the written permission of the Director.

**66.** No one may deposit waste in a place other than a site for elimination or storage of waste or a waste treatment plant approved by the Director under section 53, except in the cases provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

**67.** The Minister may, on the conditions and for the territory he determines, grant to a person or municipality a special

un permis spécial, dont la durée ne peut excéder vingt-cinq ans, pour l'établissement ou l'exploitation d'un lieu d'élimination, d'entreposage ou de traitement de certaines catégories de déchets de nature chimique ou radioactive définies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Disposi-  
tions  
applica-  
bles.

Dans ce cas, les articles 54 et 55 s'appliquent *mutatis mutandis*, et les taux sont fixés par la Régie des services publics.

permit whose term shall not exceed twenty-five years, for establishing or operating a site for the elimination, storage or treatment of certain classes of waste of a chemical or radioactive nature defined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

In such case, sections 54 and 55 apply *mutatis mutandis* and the rates shall be fixed by the Public Service Board. Provisions to apply.

Interdic-  
tion.

**68.** Lorsqu'un permis spécial a été émis en vertu de l'article 67 relativement à certaines catégories de déchets de nature chimique ou radioactive, nul ne peut vendre, transporter, déposer, entreposer, éliminer ou traiter de tels déchets contrairement aux dispositions de tout règlement du lieutenant-gouverneur en conseil portant sur ces sujets.

**68.** When a special permit has been issued under section 67 in respect of certain classes of waste of a chemical or radioactive nature, no one may sell, transport, deposit, store, eliminate or treat such waste contrary to any regulation of the Lieutenant-Governor in Council relating to such matters. Prohibition.

Idem.

**69.** Nul ne peut utiliser, offrir en vente ou vendre un contenant ou tout matériau destiné à l'emballage, contrairement aux normes et conditions prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**69.** No one may use, offer for sale or sell a container or any material used for wrapping, contrary to the standards and conditions prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. Idem.

Règle-  
ments.

**70.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

a) prescrire des normes de qualité et d'efficacité à l'égard des systèmes de gestion des déchets;

b) soustraire une ou plusieurs parties d'un système de gestion des déchets de l'ensemble ou d'une partie de la présente section;

c) déterminer les méthodes de gestion des déchets;

d) prescrire des normes de localisation à l'égard des installations utilisées pour l'exploitation d'un système de gestion des déchets ou d'une partie de celui-ci et déterminer toute partie de territoire où de telles installations ne peuvent être établies;

e) déterminer, pour toute partie du territoire du Québec, et eu égard, entre autres critères, à la population à desservir, le nombre maximum permissible de lieux d'élimination, d'entreposage ou de traitement des déchets;

f) déterminer la manière dont doivent être exploités et entretenus les lieux d'élimination des déchets;

**70.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to: Regulations.

(a) prescribe standards of quality and efficiency for waste management systems;

(b) withdraw one or more parts of a waste management system from all or part of this division;

(c) determine waste management methods;

(d) prescribe standards for the choice of sites for the installations used to operate a waste management system or part of it and determine any part of the territory where such installations cannot be established;

(e) determine, for any part of the territory of the province of Québec, considering, among other criteria, the population to be served, the maximum permissible number of sites for the elimination, storage or treatment of waste;

(f) determine the manner in which sites for elimination of waste must be operated and maintained;

g) déterminer les modalités selon lesquelles le Directeur peut émettre un permis d'exploitation d'un système de gestion des déchets ou d'une partie de celui-ci et le montant de la garantie exigée à cette fin;

h) classer les déchets et soustraire certaines catégories à l'ensemble ou à une partie de la présente loi et des règlements;

i) prohiber ou limiter l'usage de toute catégorie de contenants ou d'emballages et déterminer la manière selon laquelle il peut en être fait usage;

j) prescrire le paiement d'un dépôt à l'achat de tout bien contenu dans toute catégorie de contenants ou d'emballages désignés comme retournables et déterminer le montant et les conditions de ce dépôt;

k) régir la vente, le transport, le dépôt, l'entreposage, l'utilisation, le traitement ou le recyclage de toute catégorie de déchets pour l'ensemble ou toute partie du territoire du Québec;

l) prescrire les modalités et exigences minimales relatives à tout contrat entre une municipalité et toute personne concernant l'exploitation d'un système de gestion des déchets ou d'une partie de celui-ci;

m) prescrire toute procédure pour l'application de l'article 56.

(g) determine the terms and conditions whereunder the Director may issue a permit for operating a waste management system or part of it and the amount of the guarantee required for that purpose;

(h) classify waste and withdraw certain classes from all or part of this act and the regulations;

(i) prohibit or limit the use of any class of containers or wrappers and determine the manner in which they may be used;

(j) prescribe payment of a deposit upon the purchase of any property contained in any class of containers or wrappers designated as returnable, and determine the amount and conditions of such deposit;

(k) govern the sale, transport, deposit, storage, use, treatment or recycling of any class of waste for all or part of the territory of the province of Québec;

(l) prescribe the terms and conditions and the minimum requirements relating to any contract between a municipality and any person respecting the operation of a waste management system or part of it;

(m) prescribe any procedure for the application of section 56.

## SECTION VIII

### LA SALUBRITÉ DES IMMEUBLES ET DES LIEUX PUBLICS

Normes  
de salu-  
brité.

**71.** Nul ne peut offrir en location, louer ni permettre l'occupation d'un immeuble dont l'état n'est pas conforme aux normes de salubrité définies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Exploita-  
tion d'un  
établissement  
commer-  
cial,  
etc.

**72.** Sous réserve des dispositions de la Loi des mines (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 34), nul ne peut exploiter un établissement commercial ou industriel, ni quelque construction où quiconque est susceptible de séjourner pour y exercer un travail ou un art, d'une manière non conforme aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

## DIVISION VIII

### SANITARY CONDITION OF IMMOVEABLES AND PUBLIC PLACES

**71.** No one may offer for lease, lease or allow occupancy of an immovable whose condition does not comply with the sanitary standards defined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. Sanitary standards.

**72.** Subject to the Mining Act (1965, 1<sup>st</sup> session, chapter 34), no one may operate a commercial or industrial establishment, or any structure intended as a place where a person may stay to do work or art, in a manner not in compliance with the regulations made for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council. Opera-  
tion of  
commer-  
cial estab-  
lishment,  
etc.

Construc-  
tion inter-  
dite.

**73.** Nul ne peut construire ou modifier un immeuble où l'on produit, entrepose ou utilise des substances dangereuses définies comme telles par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, à moins que les plans et devis n'aient reçu l'approbation du Directeur.

Les articles 22 et 24 s'appliquent *mutatis mutandis* à cette approbation.

Disposi-  
tions applica-  
bles.

Campe-  
ment,  
etc.

**74.** Dans les exploitations forestières, agricoles, minières, les travaux de voirie et les chantiers de construction, tout campement servant d'habitation au personnel et aux ouvriers doit être érigé et entretenu conformément aux normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**73.** No one may build or alter an immovable where dangerous substances defined as such by regulation of the Lieutenant-Governor in Council are produced, stored or used unless the plans and specifications have received the approval of the Director.

Sections 22 and 24 apply *mutatis mutandis* to such approval.

Construc-  
tion pro-  
hibited.

Provisions  
to apply.

**74.** In logging, farming and mining operations, and on roadwork and construction sites, any camp used as an habitation for staff and workmen must be erected and maintained in accordance with the standards provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Camp,  
etc.

Défaut  
de se con-  
former.

**75.** Lorsque le Directeur constate qu'un campement visé à l'article 74 n'est pas érigé ou entretenu conformément aux normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, il peut ordonner à quiconque en est propriétaire de prendre les mesures qu'il indique afin de remédier au défaut.

Dans ce cas, les articles 80 à 82 s'appliquent *mutatis mutandis*.

**75.** When the Director takes note that a camp contemplated in section 74 is not erected or maintained in accordance with the standards provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, he may order the owner to take the steps he indicates to remedy the defect.

Failure  
to comply.

Disposi-  
tions applica-  
bles.

Enquête,  
etc.

**76.** Toute municipalité est autorisée à effectuer toute enquête et à faire visiter tout immeuble par ses officiers, pour rechercher s'il s'y trouve des nuisances ou des causes d'insalubrité. Le cas échéant, elle peut faire procéder à l'assainissement nécessaire en la manière prévue aux articles 80 à 83.

In such case, sections 80 to 82 apply *mutatis mutandis*.

Provisions  
to apply.

**76.** Every municipality may make an inquiry and have any immovable visited by its officers, to discover whether any nuisance or unsanitary condition exists. If necessary, it may take the necessary measures to remove or abate it in the manner provided in sections 80 to 83.

Inquiry,  
etc.

Plainte.

**77.** Toute personne qui constate l'existence d'une nuisance ou d'une cause d'insalubrité dans un immeuble, peut adresser une plainte à cet effet à la municipalité dans laquelle l'immeuble est situé.

**77.** Every person who takes note of a nuisance or an unsanitary condition in an immovable may make a complaint to the municipality in which the immovable is situated.

Com-  
plaint.

Enquête,  
etc.

**78.** Sur réception de la plainte, la municipalité doit faire visiter les lieux et procéder à une enquête.

**78.** Upon receiving the complaint, the municipality shall have the premises visited and make an inquiry.

Inquiry,  
etc.

Pouvoirs  
des enquê-  
teurs.

**79.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner les municipalités dont les enquêteurs possèdent, à l'égard des enquêtes prévues aux articles 76 et 78, les pouvoirs qui sont conférés à un juge de paix par la Loi des poursuites sommaires

**79.** The Lieutenant-Governor in Council may designate the municipalities whose investigators have, in respect of the inquiries provided for in sections 76 and 78, the powers conferred upon justices of the peace by the Summary Convictions Act

Powers  
of investi-  
gators.



(Statuts refondus, 1964, chapitre 35) aux fins de contraindre les témoins à comparaître et à répondre.

(Revised Statutes, 1964, chapter 35) for compelling witnesses to appear and answer.

Mise en demeure.

**80.** Lorsque, à la suite d'une plainte ou des constatations de ses officiers, la municipalité a reconnu qu'il existe dans un immeuble une nuisance ou une cause d'insalubrité, elle fait parvenir une mise en demeure au propriétaire ou à l'occupant de l'immeuble, lui enjoignant de la faire disparaître ou de faire les travaux nécessaires pour empêcher qu'elle ne se répète, et ce, dans un délai qu'elle détermine.

**80.** When, upon a complaint or after inspection by its officers, the municipality has recognized the existence upon an immovable of a nuisance or unsanitary condition, it shall send a notice putting the owner or occupant of the immovable in default, requiring him to abate it or to do the necessary work to prevent its return, within the delay it determines.

Ordonnance de la Cour.

**81.** Si la mise en demeure dont il est question à l'article 80 n'est pas suivie d'effet dans le délai qui y est mentionné, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où l'immeuble est situé, peut, sur requête présentée même en cours d'instance, enjoindre au propriétaire ou à l'occupant de l'immeuble de prendre les mesures requises pour faire disparaître la nuisance ou la cause d'insalubrité dans un délai qu'il détermine ou empêcher qu'elle ne se répète, et ordonner, qu'à défaut de ce faire dans le délai prescrit, la municipalité pourra elle-même prendre les mesures requises aux frais du propriétaire et de l'occupant.

**81.** If the putting in default referred to in section 80 has no effect within the delay mentioned therein, a judge of the Superior Court sitting in the district where the immovable is situated may, upon motion presented even during the suit, require the owner or occupant of the immovable to take the steps required to abate the nuisance or unsanitary condition within the delay he determines or prevent its return, and order that on failure to do so within the delay prescribed, the municipality may itself take the required steps at the expense of the owner or occupant.

Propriétaire inconnu, etc.

Lorsque le propriétaire et l'occupant de l'immeuble sont inconnus, introuvables ou incertains, le juge peut autoriser le requérant à prendre, sur-le-champ, les mesures requises pour remédier à la situation et à en réclamer le coût du propriétaire ou de l'occupant.

When the owner and occupant of the immovable are unknown, cannot be found or are uncertain, the judge may authorize the applicant to take forthwith the required steps to remedy the situation and claim the cost of it from the owner or occupant.

Coûts.

Ces frais ou ces coûts sont assimilés à des taxes municipales.

Such expenses and costs shall be assimilated to municipal taxes.

Ordonnance de la Cour.

**82.** Lorsqu'un immeuble est dans un état sérieux d'insalubrité ou est détérioré au point de devenir inhabitable ou irréparable et constitue une menace pour la santé ou la sécurité des personnes, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où l'immeuble est situé peut, sur requête de la municipalité présentée même en cours d'instance et entendue par préférence, ordonner l'évacuation de l'immeuble, en interdire l'entrée, en ordonner la démolition ou enjoindre au propriétaire ou à l'occupant de prendre les mesures requises pour

**82.** When an immovable is in a seriously unsanitary condition or has so deteriorated as to become uninhabitable or unrepairable and constitutes a danger to the health or safety of persons, a judge of the Superior Court sitting in the district where the immovable is situated may, upon motion by the municipality presented even during the suit and heard by preference order the immovable vacated, prohibit entry to it, order it demolished or require the owner or occupant to take the steps required to have it made sanitary

assainir les lieux dans un délai qu'il détermine et ordonner, qu'à défaut de ce faire dans le délai prescrit, le requérant pourra lui-même prendre les mesures requises aux frais du propriétaire et de l'occupant.

Disposi-  
tions ap-  
plicables. Les deux derniers alinéas de l'article 81 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Piscine,  
etc.

**83.** Lorsque, après enquête, une piscine, une plage ou tout autre lieu de baignade est considéré une menace pour la santé, la municipalité doit en interdire l'accès jusqu'à ce que ces lieux aient été assainis.

Pouvoirs.

**84.** En cas de nécessité, le Directeur peut exercer dans toute municipalité les pouvoirs attribués aux municipalités aux articles 76 à 83.

Territoires  
non orga-  
nisés.

**85.** Le Directeur applique la présente section dans les territoires non organisés.

Devoirs.

**86.** Sans restreindre les pouvoirs du ministre à cet égard, il est du devoir des municipalités d'exécuter et de faire exécuter les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil adoptés en vertu de l'article 87 et aucun permis de construction, de réparation ou d'agrandissement ne peut être émis par une municipalité si le projet de construction, de réparation ou d'agrandissement n'est pas en tout point conforme à ces règlements ou à tout règlement municipal portant sur l'une ou l'autre des matières visées par l'article 87 et approuvé conformément à l'article 124.

Règle-  
ments.

**87.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements:

a) pour prescrire les normes de salubrité et d'hygiène applicables à toute catégorie d'immeubles déjà occupés ou devant l'être à des fins résidentielles, récréatives, artistiques, religieuses, professionnelles, commerciales, industrielles, agricoles, municipales ou scolaires de même qu'à l'usage de tous appareils, instruments, équipements ou véhicules destinés à l'une de ces fins;

b) pour déterminer les conditions de salubrité des maisons et des cours et les normes d'occupation des logements et autres habitations;

within the delay he determines and order that on failure to do so within the prescribed delay, the applicant may himself take the required steps at the expense of the owner and occupant.

The last two paragraphs of section 81 apply *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

**83.** When, after inquiry, a pool, beach or any other bathing place is considered to be a danger to health, the municipality must prohibit access to it until the place has been made sanitary. Pools, etc.

**84.** In case of necessity, the Director may exercise in any municipality the powers conferred upon municipalities in sections 76 to 83. Powers.

**85.** The Director shall apply this division in unorganized territories. Unorganized territories.

**86.** Without restricting the powers of the Minister in this respect, it shall be the duty of the municipalities to carry out and have carried out the regulations of the Lieutenant-Governor in Council made under section 87 and no building, repair or enlargement permit may be issued by a municipality if the building, repair or enlargement project does not fully comply with such regulations or any municipal by-law relating to any of the matters contemplated in section 87 and approved in accordance with section 124. Duties.

**87.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations: Regulations.

(a) to prescribe the sanitary and hygienic standards applicable to any class of immovables already occupied or intended to be occupied for residential, recreational, artistic, religious, professional, commercial, industrial, agricultural, municipal or school purposes and the use of all apparatus, instruments, equipment or vehicles intended for any of such purposes;

(b) to determine the sanitary condition of houses and yards, and the standards of occupancy of dwellings and other housing;

c) pour réglementer, à l'égard de l'ensemble ou de toute partie du territoire du Québec, la construction, l'utilisation des matériaux, la localisation, la relocalisation et l'entretien des installations septiques et des lieux d'aisance individuels et communs, des égouts privés, drains et puisards selon la nature du sol, la superficie des terrains ou la proximité d'un cours d'eau, d'une étendue d'eau ou d'une source;

d) pour prescrire pour toute catégorie d'immeubles énumérée aux paragraphes *a* et *b* du présent article, l'émission d'un permis par le Directeur ou par toute municipalité y désignée;

e) pour prescrire les conditions de salubrité de la production et de la distribution de l'eau et de la glace à des fins commerciales;

f) pour réglementer l'entretien des endroits publics et prendre toute mesure concernant la propreté et le nettoyage de ceux-ci.

(c) to regulate, as regards all or any part of the territory of the province of Québec, construction, use of materials, location, relocation and maintenance in respect of septic facilities and private or public toilets, private sewers, drains and cesspools in keeping with soil conditions, land areas or the proximity of a water-course, body of water or spring;

(d) to prescribe for any class of immovables enumerated in paragraphs *a* and *b* of this section, the issue of a permit by the Director or by any municipality designated therein;

(e) to prescribe the sanitary conditions for the production and distribution of water and ice for commercial purposes;

(f) to regulate the maintenance and take any step respecting the cleanliness and cleaning of public places.

Règle-  
ments.

**88.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, à l'égard des immeubles ou des véhicules où des personnes sont susceptibles de séjourner pour y exercer un travail ou un art, des règlements sur:

a) l'éclairage;  
b) le cubage d'air, l'aération, la ventilation, la climatisation de l'air et les odeurs;  
c) la température des locaux;  
d) l'expulsion et la manière d'évacuer et de contrôler les poussières, gaz, vapeurs et odeurs produits au cours du travail;

e) les installations sanitaires;  
f) la propreté et le nettoyage;  
g) le bruit, les ultra-sons et les infrasons;  
h) les contraintes climatiques;  
i) l'utilisation d'équipement de protection;  
j) la définition des substances dangereuses.

**88.** The Lieutenant-Governor in Council may make, respecting immovables or vehicles intended for use by persons to do any work or art, regulations on:

(a) lighting;  
(b) cubic space, aeration, ventilation, air conditioning and odours;  
(c) the temperature of the premises;  
(d) the removal and manner of discharging and controlling dust, gas, vapour and odours produced in the course of the work;

(e) sanitary facilities;  
(f) cleanliness and cleaning;  
(g) noise, ultrasounds and infrasounds;  
(h) climatic constraints;  
(i) the use of protective equipment;

(j) the definition of dangerous substances.

Entrée en  
vigueur,  
etc.

**89.** Tout règlement municipal portant sur l'une ou l'autre des matières visées à l'article 88 doit être soumis au ministre pour approbation. Il entre en vigueur dès qu'il est approuvé par le ministre. Avis de cette approbation est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

**89.** Every municipal by-law dealing with any of the matters contemplated in section 88 must be submitted to the Minister for approval. It shall come into force upon approval by the Minister. Notice of such approval shall be published forthwith in the *Québec Official Gazette*. Coming  
into force,  
etc.

## SECTION IX

## DIVISION IX

PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS ET LES  
AUTRES AGENTS VECTEURS D'ÉNERGIEPROTECTION AGAINST RAYS AND OTHER  
ENERGY VECTORSRayon-  
nement,  
etc.

**90.** Le ministre a pour fonctions de surveiller et de contrôler les sources de rayonnement, les plasmas, les champs, les ondes matérielles, les pressions et tout autre agent vecteur d'énergie.

**90.** The Minister shall have the duty to supervise and control sources of radiation, plasmas, fields, material waves, pressure and any other energy vector. <sup>Radia-  
tion, etc.</sup>

Source de  
rayonne-  
ment.

**91.** Quiconque possède ou utilise une source de rayonnement ou autre agent vecteur d'énergie doit en faire la déclaration au Directeur et en faire usage conformément aux modalités et normes déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

**91.** Whoever owns or uses any source of radiation or other energy vector must so declare to the Director and use it in accordance with the terms, conditions and standards determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. <sup>Source of  
radiation.</sup>

Règle-  
ments.

**92.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut adopter des règlements pour :

**92.** The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may make regulations to : <sup>Regula-  
tions.</sup>

a) régir la possession, le transport, l'installation et l'exploitation de toute source de rayonnement et autre agent vecteur d'énergie et prévoir l'émission d'un permis pour ces fins;

(a) govern the possession, transport, installation and operation of any source of radiation and other energy vector and provide for the issue of a permit for such purposes;

b) déterminer toutes normes sécuritaires jugées nécessaires;

(b) determine any safety standards considered necessary;

c) déterminer les modalités selon lesquelles toute déclaration doit être faite en vertu de l'article 91;

(c) determine the terms and conditions under which any declaration must be made under section 91;

d) statuer sur les déclarations et les rapports qui doivent être faits en cas d'incidents ou d'accidents;

(d) prescribe the declarations and reports which must be made in case of incidents or accidents;

e) déterminer les modalités de surveillance et de contrôle;

(e) determine the terms and conditions of supervision and control;

f) obliger toute personne possédant, transportant ou exploitant une source de rayonnement ou de plasma ou de tout agent vecteur d'énergie à tenir des registres;

(f) compel any person owning, transporting or operating a source of radiation or plasma or any energy vector to keep registers;

g) interdire ou faire cesser l'emploi de toute source de rayonnement ou autre agent vecteur d'énergie.

(g) prohibit or put a stop to the use of any source of radiation or other energy vector.

Applica-  
tion.

**93.** La présente section ne s'applique pas aux établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) ni aux laboratoires visés par la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42).

**93.** This division does not apply to establishments contemplated by the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) or to the laboratories contemplated by the Public Health Protection Act (1972, chapter 42). <sup>Proviso.</sup>



## SECTION X

## LE BRUIT

**Bruit.** **94.** Le ministre a pour fonctions de surveiller et de contrôler le bruit.

**Pouvoirs.** À cette fin il peut construire, ériger, installer et exploiter tout système ou tout équipement nécessaire dans toute municipalité. Il peut également acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble requis et conclure toute entente avec toute personne ou municipalité.

**Autorisation.** Toute municipalité qui désire implanter sur son propre territoire tout appareil ou équipement à des fins de mesure, de détection, de contrôle et de surveillance du bruit, doit au préalable obtenir l'autorisation du ministre.

**Règlements.** **95.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

a) prohiber ou limiter les bruits abusifs ou inutiles à l'intérieur ou à l'extérieur de tout édifice;

b) déterminer les conditions et modalités d'utilisation de tout véhicule, moteur, pièce de machinerie, instrument ou équipement générateur de bruit;

c) prescrire des normes relatives à l'intensité du bruit.

## DIVISION X

## NOISE

**94.** It shall be the duty of the Minister to supervise and control noise.

For such purpose he may construct, erect, install and operate any system or equipment necessary in any municipality. He may also acquire by agreement or expropriation any immovable required and make any agreement with any person or municipality.

Every municipality wishing to install in its own territory any apparatus or equipment for measuring, detecting, controlling and supervising noise, must previously obtain the authorization of the Minister.

**95.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(a) prohibit or limit abusive or useless noise inside or outside a building;

(b) determine the terms and conditions of use of any vehicle, engine, piece of machinery, instrument, or equipment generating noise;

(c) prescribe standards for noise intensity.

## SECTION XI

## APPEL

**Appel.** **96.** Toute municipalité ou personne visée par une ordonnance émise par le Directeur en vertu de la présente loi peut interjeter appel de la décision devant la Commission municipale du Québec si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont erronés, si la procédure suivie est entachée d'une irrégularité grave ou si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

**Idem.** Il en est de même dans tous les cas où le Directeur refuse d'accorder un certificat d'approbation ou d'autorisation de plans et devis ou de projet, exige une modification à une demande qui lui est faite, refuse d'accorder ou de renouveler un permis, révoque ou suspend un certificat d'approbation, d'autorisation ou un permis, fixe ou répartit des coûts et des

## DIVISION XI

## APPEAL

**96.** Any municipality or person contemplated by an order issued by the Director under this act may appeal from the decision to the Québec Municipal Commission if there is error of fact or law in the reasons invoked in support of the decision, if the proceedings are affected by some gross irregularity or if the decision was not rendered with impartiality.

The same applies in all cases where the Director refuses to grant a certificate of approval or authorization of plans and specifications or of a project, requires a change in an application made to him, refuses to grant or renew a permit or cancels or suspends a certificate of approval or of authorization or a permit, fixes and apportions costs and expenses or de-

frais ou détermine une indemnité en vertu des articles 35 ou 61.

termines compensation under section 35 or 61.

Signi-  
fication.

**97.** Le Directeur doit, lorsqu'il rend une décision susceptible d'appel, la signifier par pli recommandé et informer la personne ou la municipalité de son droit d'appel.

**97.** The Director shall, when he renders a decision susceptible of appeal, serve it by registered mail and inform the person or municipality of his or its right of appeal. Service.

Délai.

**98.** L'appel peut être interjeté dans les quinze jours qui suivent la signification de la décision, au moyen d'une requête signifiée au Directeur qui doit la transmettre sans délai au secrétaire de la Commission municipale avec une copie certifiée du dossier relatif à la décision dont il y a appel.

**98.** The appeal may be brought within fifteen days following service of the decision by means of a petition served upon the Director, who must without delay send it to the secretary of the Municipal Commission with a certified copy of the record relating to the decision appealed from. Delay.

Exécution  
suspendue.

**99.** L'appel suspend l'exécution de la décision du Directeur sauf dans le cas prévu à l'article 26. Dans ce cas, l'exécution de la décision est maintenue à moins que la Commission municipale, sur requête signifiée par l'appelant à son secrétaire, n'en ordonne autrement pour des motifs graves.

**99.** The appeal shall suspend the execution of the decision of the Director except in the case provided for in section 26. In this case, execution of the decision shall be maintained unless the Municipal Commission, upon motion served by the appellant upon its secretary, orders otherwise for serious reasons. Execution suspended.

Audition.

**100.** La Commission municipale doit, avant de rendre toute décision, donner aux parties l'occasion de se faire entendre et d'assigner des témoins. Toute partie peut, lors de cette audition, être assistée d'un avocat.

**100.** The Municipal Commission shall, before rendering any decision, give the parties the opportunity to be heard and to summon witnesses. Any party may, at such hearing, be assisted by an advocate. Hearing.

Témoin.

**101.** Toute personne qui témoigne devant la Commission municipale aux fins de la présente section a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent *mutatis mutandis*.

**101.** Every person who testifies before the Municipal Commission for the purposes of this division shall have the same privileges and immunities as a witness before the Superior Court, and articles 307 to 310 of the Code of Civil Procedure apply *mutatis mutandis*. Witnesses.

Décision.

**102.** La Commission municipale peut confirmer la décision du Directeur, la modifier ou l'infirmer.

**102.** The Municipal Commission may confirm, alter or quash the decision of the Director. Decision.

Finale.

La décision de la Commission municipale est finale et sans appel.

The decision of the Municipal Commission shall be final and without appeal. Final.

Motifs,  
etc.

**103.** La décision de la Commission municipale doit être motivée et signée par les membres qui l'ont rendue. Copie doit en être signifiée aux parties et l'original être conservé par le secrétaire de la Commission municipale.

**103.** The decision of the Municipal Commission must state the reasons on which it is based and be signed by the members who rendered it. A copy must be served upon the parties and the original must be kept by the secretary of the Municipal Commission. Reasons, etc.

## SECTION XII

## DISPOSITIONS FINANCIÈRES

**Pouvoirs.** **104.** Le ministre peut, conformément aux modalités et barèmes prévus par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil:

*a)* accorder des subventions pour des études et recherches et pour la préparation de programmes, de plans et de projets concernant l'environnement;

*b)* consentir des prêts et accorder des subventions aux municipalités pour la construction, l'acquisition et l'exploitation de tout système d'aqueduc, d'égout et de traitement des eaux et de systèmes de gestion des déchets ou de toute partie de ceux-ci;

*c)* consentir des prêts et accorder des subventions à toute personne pour la construction, l'acquisition et l'exploitation de tout système de gestion des déchets ou de traitement des eaux.

**Municipalité.**

Nonobstant toute disposition inconciliable de la Loi de l'interdiction de subventions municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 176), une municipalité peut, avec l'approbation du ministre et du ministre des affaires municipales, exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes *a* et *c*.

**Dépenses.**

**105.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont payées à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale.

## SECTION XIII

## SANCTIONS

**Infraction.**

**106.** Quiconque enfreint l'un ou l'autre des articles 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 49, 68 ou 91 de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars pour la première infraction et n'excédant pas dix mille dollars pour toute infraction subséquente.

**Peine.**

**Infraction.**

**107.** Quiconque refuse ou néglige, contrairement aux dispositions de la présente loi ou des règlements adoptés en vertu de celle-ci, de produire une déclaration ou

## DIVISION XII

## FINANCIAL PROVISIONS

**104.** The Minister may, in accordance with the terms, conditions and scales provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council:

*(a)* grant subsidies for studies, research, preparation of programs, plans and projects concerning environmental protection;

*(b)* make loans and grant subsidies to municipalities for the construction, acquisition and operation of any waterworks, sewer, water treatment or waste management system or any part of it;

*(c)* make loans and grant subsidies to any person for the construction, acquisition and operation of any waste management or water treatment system.

Notwithstanding any inconsistent provision of the Municipal Aid Prohibition Act (Revised Statutes, 1964, chapter 176), a municipality may, with the approval of the Minister and the Minister of Municipal Affairs, exercise the powers provided in paragraphs *a* and *c*.

**105.** The sums required for the application of this act shall be paid out of the moneys appropriated annually for that purpose by the National Assembly.

## DIVISION XIII

## PENALTIES

**106.** Whoever contravenes section 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 49, 68 or 91 of this act is guilty of an offence and is liable, upon summary proceeding, to a fine not exceeding five thousand dollars for the first offence and not exceeding ten thousand dollars for any subsequent offence.

**107.** Whoever refuses or neglects, contrary to the provisions of this act or the regulations made thereunder, to file a declaration or guarantee, give information

une garantie, fournir des informations ou des rapports, soumettre des plans, demander une approbation, une autorisation ou un permis au Directeur ou de se conformer à l'une de ses ordonnances ou à une ordonnance du ministre, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas deux mille dollars.

Infraction et peine.

**108.** Quiconque enfreint l'article 66 ou 67 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars.

Idem.

**109.** Quiconque contrevient à la présente loi ou à un règlement établi en vertu de ses dispositions ou fait une fausse déclaration s'y rapportant commet une infraction et est passible, dans tous les cas où il n'est pas imposé d'autre peine, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars.

Infraction distincte.

**110.** Lorsqu'une infraction visée aux articles 106 à 109 se poursuit durant plus d'un jour, elle constitue une infraction distincte pour chaque jour durant lequel elle se poursuit.

Recours civils.

**111.** Aucun recours devant les tribunaux civils n'est suspendu du fait qu'il met en cause un acte ou une omission constituant une infraction au sens de la présente loi.

Présomption.

**112.** Dans toute poursuite relative à une infraction à la présente loi, la preuve qu'elle a été commise par un agent, un mandataire ou un employé de quiconque suffit à établir qu'elle a été commise par ce dernier à moins que celui-ci n'établisse que l'infraction a été commise à son insu, sans son consentement et malgré des dispositions prises pour prévenir sa commission.

Exécution d'une chose.

**113.** Lorsque quiconque refuse ou néglige de faire une chose qui lui a été ordonnée en vertu de la présente loi, le ministre peut faire exécuter la chose aux frais du contrevenant et en recouvrer le coût de ce dernier avec intérêts et frais de la même manière que pour toute dette due au gouvernement.

or reports, submit plans, request an approval, an authorization or a permit from the Director or to comply with any of his orders or an order of the Minister, commits an offence and is liable, upon summary proceeding, to a fine not exceeding two thousand dollars.

**108.** Whoever contravenes section 66 or 67 commits an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine not exceeding two hundred dollars. <sup>Offence and penalty.</sup>

**109.** Whoever contravenes this act or a regulation made under it or makes a false declaration relating thereto commits an offence and is liable, in all cases where no other penalty is imposed, to a fine not exceeding five hundred dollars. <sup>Idem.</sup>

**110.** Where an offence contemplated in sections 106 to 109 is continued for more than one day, it shall constitute a separate offence for each day during which it continues. <sup>Separate offence.</sup>

**111.** No recourse before the civil courts shall be suspended by the fact that it involves an act or omission constituting an offence within the meaning of this act. <sup>Civil recourse.</sup>

**112.** In any prosecution relating to an offence against this act, proof that it has been committed by an agent, mandatarary or employee of another is sufficient to establish that it has been committed by the latter unless he establishes that the offence has been committed without his knowledge or consent and despite measures taken to prevent its commission. <sup>Presumption.</sup>

**113.** When someone refuses or neglects to do something he has been ordered to do under this act, the Minister may have the thing done at the expense of the offender and recover the cost from him with interest and costs in the same manner as for any debt due to the government. <sup>Acts done.</sup>



Pouvoirs  
du mi-  
nistre.

**114.** Le ministre peut ordonner la démolition de tous travaux exécutés par quiconque en contravention avec la présente loi, les règlements adoptés en vertu de celle-ci, contrairement à une ordonnance qu'il a émise ou à une ordonnance du Directeur, ou à un certificat d'approbation ou d'autorisation.

**114.** The Minister may order the demolition of any works done by anyone in contravention of this act or the regulations made thereunder, or contrary to an order he has issued, an order of the Director or a certificate of approval or of authorization. Powers of Minister.

Requête.

Lorsque celui qui est visé par une telle ordonnance refuse ou néglige d'y donner suite, le ministre peut présenter une requête à un juge de la Cour supérieure pour obtenir la démolition des travaux de manière à remettre les choses dans l'état où elles étaient avant que ne débutent les travaux. Les articles 80 à 82 s'appliquent *mutatis mutandis* à cette requête.

When the one contemplated by such order refuses or neglects to give effect to it, the Minister may present a motion to a judge of the Superior Court to have the works demolished at the expense of the person contemplated to put the things in the condition they were in before the works began. Sections 80 to 82 apply *mutatis mutandis* to such motion. Motion.

Rétablissement.

**115.** Dans tous les cas où un contrevenant a été déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, le ministre peut, aux frais du contrevenant, prendre les mesures nécessaires pour remettre les choses dans l'état où elles étaient avant que la cause de l'infraction ne se produise.

**115.** In all cases where an offender is found guilty of an offence against this act, the Minister may, at the expense of the offender, take the steps necessary to put the things in the condition they were in before the cause of the offence occurred. Restoration.

Autorisation.

**116.** Aucune poursuite ne peut être intentée sans l'autorisation du procureur général. Toutes les amendes obtenues sont versées au fonds consolidé du revenu.

**116.** No proceedings may be instituted without the authorization of the Attorney-General. All fines shall be paid into the consolidated revenue fund. Authorization.

Restriction.

Toutefois, une municipalité peut, sans autorisation, intenter une poursuite relativement aux pouvoirs qui lui sont attribués à la section VIII de la présente loi. Dans ce cas, le produit des amendes appartient en totalité à la municipalité.

However, a municipality may, without authorization, institute proceedings respecting the powers conferred upon it by Division VIII of this act. In such case, the proceeds of the fines shall belong wholly to the municipality. Proviso.

#### SECTION XIV

#### DIVISION XIV

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### GENERAL PROVISIONS

Enquête.

**117.** Si une personne croit pouvoir attribuer à l'émission, au dépôt, au déchargement ou au rejet d'un contaminant, une atteinte à sa santé ou des dommages à ses biens, elle peut, dans les trente jours après la constatation des dommages, demander au ministre d'entreprendre une enquête.

**117.** If a person believes that he can attribute to the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant, impairment to his health or damage to his property, he may within thirty days after ascertaining the damage request the Minister to make an inquiry. Inquiry.

Rapport.

**118.** Le ministre doit fournir un rapport des résultats de toute enquête qu'il estime nécessaire d'entreprendre en vertu de l'article 117, à celui qu'il prétend responsable, au plaignant ainsi qu'à la muni-

**118.** The Minister must furnish a report of the results of any inquiry which he considers necessary to undertake under section 117 to the one he believes responsible, the complainant and the munic-

cipalité où est située la source de contamination.

ipality in which the source of contamination is situated.

Droit de pénétrer.

**119.** Tout fonctionnaire autorisé à cette fin par le ministre peut, à tout moment raisonnable, pénétrer sur un terrain, dans un édifice autre qu'une maison d'habitation, dans un véhicule ou sur un bateau, afin de prélever des échantillons, installer des appareils de mesure, procéder à des analyses ou examiner les lieux lorsqu'il a raison de croire que l'on s'y livre ou que l'on s'y est livré à une activité susceptible d'entraîner l'émission, le dégagement, le rejet ou le dépôt d'un contaminant dans l'environnement.

**119.** Every functionary authorized for that purpose by the Minister may, at any reasonable time, enter on land, a building other than a dwelling house, a vehicle or a boat, to collect samples, install measuring apparatus, make analyses or examine the premises when he has reason to believe that any activity is carried on or has been carried on that is likely to entail the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant into the environment.

Right of entry.

Informations requises.

**120.** Le ministre, le Directeur et les fonctionnaires autorisés par eux à cette fin peuvent requérir de tout responsable de l'émission, du dégagement, du rejet ou du dépôt d'un contaminant dans l'environnement, toutes les informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

**120.** The Minister, the Director and the functionaries authorized by them for such purpose may require from anyone responsible for the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant into the environment, all information necessary for the exercise of their duties.

Information required.

Entrave, etc.

**121.** Nul ne doit entraver l'exercice des fonctions d'un fonctionnaire visé aux articles 119 et 120 ni le tromper par des réticences ou des fausses déclarations ni négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi; tel fonctionnaire doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité et portant la signature du ministre ou d'un fonctionnaire autorisé par lui.

**121.** No one may hinder the exercise of the duties of a functionary contemplated in sections 119 and 120 or mislead him by concealment or false declarations or neglect to obey any order which he may give under the act; such functionary shall, if so required, show a certificate attesting his authority and bearing the signature of the Minister or of a functionary authorized by him.

Hindrance, etc.

Devoirs additionnels.

**122.** En sus des devoirs qui lui sont assignés par la présente loi, le ministre remplit tous les autres devoirs qui lui sont prescrits par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**122.** In addition to the duties assigned to him by this act, the Minister shall fulfil all the other duties conferred on him by the Lieutenant-Governor in Council.

Additional duties.

Pouvoirs des enquêteurs.

**123.** Dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés par la présente loi, le ministre et le Directeur peuvent par eux-mêmes ou par tout enquêteur qu'ils désignent, enquêter sur toute matière de leur compétence. À cette fin, ils possèdent de même que tout enquêteur désigné par eux les pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11). Dans tous les cas où ces enquêtes sont conduites par des enquêteurs autres que le ministre ou le

**123.** In the exercise of the powers conferred on them by this act, the Minister and the Director may personally or through any investigator designated by them, inquire into any matter within their competence. For such purpose, they and the investigator designated by them shall have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11). When such inquiries are made by investigators other than the Minister or the Director, section

Powers of investigators.

Directeur, l'article 2 de ladite loi s'applique. 2 of the said act applies.

Publication.

**124.** Un projet de tout règlement prévu en vertu de la présente loi est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des soixante jours qui suivent cette publication, ils seront présentés pour adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Objection.

Le ministre doit entendre toute objection écrite qui lui est adressée avant l'expiration du délai de soixante jours.

Entrée en vigueur.

Tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entre en vigueur lors de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure indiquée dans le règlement.

Suprématie, etc.

Ces règlements prévalent sur tout règlement municipal portant sur le même objet, à moins que le règlement municipal n'ait été préalablement approuvé par le ministre. Avis de cette approbation est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

Responsabilité.

**125.** Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.

Application.

**126.** Nonobstant toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, la présente loi s'applique au gouvernement de même qu'à ses ministères et organismes.

**124.** A draft of every regulation prescribed under this act shall be published by the Minister in the *Québec Official Gazette* with notice that at the expiry of sixty days following such publication, they are to be presented for adoption by the Lieutenant-Governor in Council.

The Minister shall hear every written objection made to him before the expiry of the delay of sixty days.

Every regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under this act shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date indicated in the regulation.

Such regulation shall prevail over any municipal by-law relating to the same object, unless the municipal by-law has previously been approved by the Minister. Notice of such approval shall be published forthwith in the *Québec Official Gazette*.

**125.** The Lieutenant-Governor in Council shall designate the Minister responsible for the application of this act.

**126.** Notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act, this act applies to the government and its departments and bodies.

#### SECTION XV

##### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Permis d'exploitation.

**127.** Nonobstant les dispositions de l'article 55, toute personne qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, exploite un système de gestion des déchets ou une partie de celui-ci, doit dans les douze mois qui suivent, demander un permis d'exploitation au Directeur. Le Directeur peut délivrer, aux conditions qu'il détermine, un permis provisoire d'exploitation. L'article 64 ne s'applique pas à ce permis provisoire.

S.R., c. 183, ab.

**128.** La Loi de la Régie des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 183) est abrogée.

#### DIVISION XV

##### TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

**127.** Notwithstanding section 55, every person who, at the coming into force of this act, operates a waste management system or a part of it, shall within the ensuing twelve months, apply for an operating permit to the Director. The Director may, on the conditions he determines, issue a temporary operating permit. Section 64 does not apply to such temporary permit.

**128.** The Water Board Act (Revised Statutes 1964, chapter 183) is repealed.

R.S., c. 183, repealed.

Décisions  
demeu-  
rent en  
vigueur.

**129.** Toutes les décisions rendues en vertu de la Loi de la Régie des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 183) ou en vertu de la Loi de l'hygiène publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 161) demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient changées ou modifiées conformément à la présente loi, et les affaires pendantes à la Régie des eaux sont décidées, sans qu'il y ait besoin de demande spécifique à ce sujet, conformément à la présente loi.

S.R.,  
c. 84,  
a. 59,  
mod.

**130.** L'article 59 de la Loi du Régime des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 84) est modifié en insérant, dans la sixième ligne du premier alinéa, après le mot « naturelles », les mots « et au ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

Id., a. 74,  
mod.

**131.** L'article 74 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 34 des lois de 1968, est modifié en insérant, dans la sixième ligne du premier alinéa, après le mot « naturelles », les mots « et au ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

S.R.,  
c. 170,  
a. 3, mod.

**132.** L'article 3 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170), modifié par l'article 2 du chapitre 55 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et remplacé par l'article 3 du chapitre 45 des lois de 1970, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot « dix » par le mot « quinze ».

S.R.,  
c. 14,  
a. 45,  
mod.

**133.** L'article 45 de la Loi du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, par l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 78 du chapitre 28, l'article 40 du chapitre 48 et l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, par l'article 2 du chapitre 8, l'article 21 du chapitre 43 et l'article 87 du chapitre 17 des lois de 1970, par l'article

**129.** All decisions rendered under the Water Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 183) or under the Public Health Act (Revised Statutes, 1964, chapter 161) remain in force until altered or amended in accordance with this act, and the matters pending before the Water Board are decided in accordance with this act, without its being necessary to make a specific application in this respect.

Decisions  
remain  
in force.

**130.** Section 59 of the Watercourses Act (Revised Statutes, 1964, chapter 84) is amended by inserting after the word "Resources" in the sixth line of the first paragraph the words "and the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

R.S.,  
c. 84,  
s. 59, am.

**131.** Section 74 of the said act as enacted by section 4 of chapter 34 of the statutes of 1968 is amended by inserting after the word "Resources" in the sixth line of the first paragraph the words "and the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

Id., s. 74,  
am.

**132.** Section 3 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170), amended by section 2 of chapter 55 of the statutes of 1965 (1st session) and replaced by section 3 of chapter 45 of the statutes of 1970, is again amended by replacing the word "ten" in the second line by the word "fifteen".

R.S.,  
c. 170,  
s. 3, am.

**133.** Section 45 of the Civil Service Superannuation Plan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968, by section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 78 of chapter 28, section 40 of chapter 48 and section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, by section 2 of chapter 8, section 21 of chapter 43 and section 87 of chapter 17 of the statutes of

R.S.,  
c. 14,  
s. 45, am.



199 du chapitre 19, l'article 65 du chapitre 20, l'article 26 du chapitre 77 et l'article 2 du chapitre 17 des lois de 1971, par l'article 96 du chapitre 14, l'article 175 du chapitre 55, l'article 66 du chapitre 53 et l'article 11 du chapitre 58 des lois de 1972, est de nouveau modifié en insérant, à la fin du paragraphe 6°, après les mots « rentes du Québec », les mots « , le Directeur des services de protection de l'environnement ».

1965  
(1<sup>re</sup> sess.),  
c. 14, a. 1,  
mod.

**134.** L'article 1 de la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14), modifié par l'article 81 du chapitre 9 et l'article 2 du chapitre 12 des lois de 1968, l'article 19 du chapitre 14 des lois de 1969, l'article 97 du chapitre 17 des lois de 1970 et l'article 1 du chapitre 11 des lois de 1971, est de nouveau modifié en insérant, dans la huitième ligne du paragraphe 3°, après le chiffre « 2 », les mots « , le Directeur des services de protection de l'environnement ».

Id., a. 2,  
mod.

**135.** L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 94 du chapitre 17 et l'article 82 du chapitre 9 des lois de 1968, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant :

Directeur  
adjoint.

« 9° le Directeur adjoint des services de protection de l'environnement ».

C.m.,  
a. 408,  
mod.

**136.** L'article 408 du Code municipal, modifié par l'article 2 du chapitre 82 des lois de 1920, par l'article 25 du chapitre 48 des lois de 1921, par l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1926, par l'article 11 du chapitre 74 des lois de 1927, par l'article 14 du chapitre 94 des lois de 1928, par l'article 15 du chapitre 103 des lois de 1930, par l'article 6 du chapitre 114 et l'article 1 du chapitre 116 des lois de 1930/1931, par l'article 5 du chapitre 103 des lois de 1931/1932, par l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1934, par l'article 2 du chapitre 24 et l'article 5 du chapitre 108 des lois de 1935, par l'article 2 du chapitre 100 des lois de 1937, par l'article 14 du chapitre 69 des lois de 1941, par l'article 2 du chapitre 48 des lois de 1943, par l'article 3 du chapitre 46 des lois de 1944, par l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1946, par l'article 63 du chapitre 59 des lois de 1949, par l'article 4 du chapitre

1970, by section 199 of chapter 19, section 65 of chapter 20, section 26 of chapter 77 and section 2 of chapter 17 of the statutes of 1971, by section 96 of chapter 14, section 175 of chapter 55, section 66 of chapter 53 and section 11 of chapter 58 of the statutes of 1972, is again amended by inserting at the end of paragraph 6, after the words "Québec Pension Plan", the words " , the Director of environment protection services".

**134.** Section 1 of the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14), amended by section 81 of chapter 9 and section 2 of chapter 12 of the statutes of 1968, section 19 of chapter 14 of the statutes of 1969, section 97 of chapter 17 of the statutes of 1970 and section 1 of chapter 11 of the statutes of 1971, is again amended by inserting after the figure "2" in the eighth line of paragraph 3 the words " , the Director of environment protection services".

**135.** Section 2 of the said act, amended by section 94 of chapter 17 and section 82 of chapter 9 of the statutes of 1968, is again amended by adding at the end the following paragraph :

"(9) the Assistant Director of environment protection services".

**136.** Article 408 of the Municipal Code, amended by section 2 of chapter 82 of the statutes of 1920, by section 25 of chapter 48 of the statutes of 1921, by section 1 of chapter 69 of the statutes of 1926, by section 11 of chapter 74 of the statutes of 1927, by section 14 of chapter 94 of the statutes of 1928, by section 15 of chapter 103 of the statutes of 1930, by section 6 of chapter 114 and section 1 of chapter 116 of the statutes of 1930/1931, by section 5 of chapter 103 of the statutes of 1931/1932, by section 1 of chapter 85 of the statutes of 1934, by section 2 of chapter 24 and section 5 of chapter 108 of the statutes of 1935, by section 2 of chapter 100 of the statutes of 1937, by section 14 of chapter 69 of the statutes of 1941, by section 2 of chapter 48 of the statutes of 1943, by section 3 of chapter 46 of the statutes of 1944, by section 6 of chapter 55 of the statutes of 1946, by

42 des lois de 1955/1956 et par l'article 32 du chapitre 86 des lois de 1967, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du sous-paragraphe e du paragraphe 3, les mots « Régie des eaux » par les mots « Commission municipale ».

S.R.,  
c. 193,  
a. 600,  
mod.

**137.** L'article 600 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), modifié par l'article 147 du chapitre 55 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 9°, les mots « de la Régie des eaux » par les mots « du Directeur des services de protection de l'environnement ».

1969, c.  
84, a. 171,  
mod.

**138.** L'article 171 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84) est modifié en remplaçant, à la fin, les mots « de la Régie des eaux du Québec » par les mots « du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

Id., a.  
172, mod.

**139.** L'article 172 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 90 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du dernier alinéa, les mots « de la Régie des eaux du Québec » par les mots « du Directeur des services de protection de l'environnement »;

b) en remplaçant, à la fin du dernier alinéa, les mots « la Régie » par les mots « le Directeur des services de protection de l'environnement, conformément aux normes établies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Il y a appel de cette décision du Directeur selon les dispositions des articles 96 à 103 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) ».

Id., a.  
173, mod.

**140.** L'article 173 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 90 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Pouvoirs  
restreints.

« **173.** Le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ou le Directeur des ser-

section 63 of chapter 59 of the statutes of 1949, by section 4 of chapter 42 of the statutes of 1955/1956 and by section 32 of chapter 86 of the statutes of 1967, is again amended by replacing the words "Water Board" in the second and third lines of subparagraph e of paragraph 3 by the words "Municipal Commission".

**137.** Section 600 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), amended by section 147 of chapter 55 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the words "of the Water Board" in the first and second lines of subparagraph 9 by the words "of the Director of environment protection services".

R.S.,  
c. 193,  
s. 600,  
am.

**138.** Section 171 of the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 84) is amended by replacing at the end the words "Québec Water Board" by the words "Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

1969, c.  
84, s. 171,  
am.

**139.** Section 172 of the said act, amended by section 12 of chapter 90 of the statutes of 1971, is again amended:

(a) by replacing the words "Québec Water Board" in the fourth and fifth lines of the last paragraph by the words "Director of environment protection services";

(b) by replacing the word "Board" at the end of the last paragraph by the words "Director of environment protection services, in accordance with the standards prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. An appeal shall lie from such decision of the Director according to sections 96 to 103 of the Environment Quality Act (1972, chapter 49)".

Id., s.  
172, am.

**140.** Section 173 of the said act, amended by section 13 of chapter 90 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., s.  
173, am.

« **173.** The Minister responsible for the application of the Environment Quality Act or the Director of environment

Powers  
restricted.

vices de protection de l'environnement, selon le cas, ne peuvent :

a) exercer à l'égard d'aucune municipalité les pouvoirs prévus aux articles 29, 32, 34, 41 et 43 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) sans avoir appelé la Communauté à lui faire les représentations que celle-ci juge appropriées, à moins qu'elle n'ait produit son consentement écrit;

b) exercer à l'égard d'une municipalité les pouvoirs prévus à l'article 35 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49), si ce n'est dans le cas où le ministre se borne à entériner une entente entre ces municipalités, qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, le ministre ordonne l'exécution des travaux intermunicipaux prévus à l'article 35 par les municipalités qu'il désigne, à moins que la Communauté, après avoir été appelée par lui, ne consente à les exécuter. Si la Communauté consent à l'exécution des travaux, le Directeur ne peut alors en ordonner l'exécution que par la Communauté; le Directeur ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité périodique ou non payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou le service fourni qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet. »

protection services, as the case may be, shall not:

(a) exercise as regards any municipality the powers contemplated in sections 29, 32, 34, 41 and 43 of the Environment Quality Act (1972, chapter 49), without calling upon the Community to make the representations to him it considers appropriate, unless it has filed its written consent;

(b) exercise as regards any municipality the powers contemplated in section 35 of the Environment Quality Act (1972, chapter 49), except in the case where the Minister limits himself to ratifying an agreement among such municipalities which has already been approved by the Community; failing an agreement approved by the Community, the Minister shall order the execution of the intermunicipal works contemplated in section 35 by the municipalities that he designates, unless the Community, after being called upon by him, consents to execute them. If the Community consents to execute the works, the Director shall not then order their execution except by the Community; the Director shall not establish the apportionment of the cost of the works and the cost of maintenance and operation thereof, determine the method of payment or fix the indemnity, periodic or otherwise, payable by the municipalities in the territory of the Community for the use of the works or service provided, before calling upon the Community to make its representations on this matter."

1969, c.  
84, a. 174,  
mod.

**141.** L'article 174 de ladite loi, modifié par l'article 14 du chapitre 90 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, les mots « de la juridiction de la Régie des eaux du Québec » par les mots « des dispositions de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) »;

b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

« Les dépenses résultant des travaux et ouvrages prévus au présent article sont réparties selon l'article 257 à moins que, à la demande de la Communauté ou d'une municipalité, le Directeur des services de protection de l'environnement ne fixe lui-

**141.** Section 174 of the said act, 1969, c. 84, s. 174, amended by section 14 of chapter 90 of the statutes of 1971, is again amended:

(a) by replacing the words "the jurisdiction of the Québec Water Board" in the first and second lines of the first paragraph by the words "to the provisions of the Environment Quality Act (1972, chapter 49)";

(b) by replacing the last paragraph by the following:

"The expenses resulting from the works provided for in this section shall be apportioned in accordance with section 257 unless at the request of the Community or of a municipality the Director of environment protection services himself fixes,

Réparti-  
tion des  
dépenses.

Appor-  
tionment  
of  
expenses.

même, conformément aux normes établies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, la répartition du coût de ces travaux et ouvrages, des frais d'entretien ou d'exploitation et le mode de paiement, y compris l'établissement d'une indemnité, périodique ou non, payable pour l'usage des travaux, ouvrages ou le service fourni par la Communauté. Il y a appel de cette décision du Directeur en la manière prescrite à l'article 172. »

1969, c. 84, a. 175, mod. **142.** L'article 175 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « de la Régie des eaux du Québec » par les mots « du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

Id., a. 182, mod. **143.** L'article 182 de ladite loi est modifié en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

Approba-  
tion. « Les règlements adoptés en vertu des paragraphes 1° et 2° du présent article requièrent l'approbation du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement.

Idem. Les règlements adoptés en vertu des paragraphes 3° et 4° du présent article requièrent l'approbation du Directeur des services de protection de l'environnement ».

1969, c. 83, a. 158, mod. **144.** L'article 158 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), remplacé par l'article 60 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié en remplaçant, à la fin, les mots « de la Régie des eaux du Québec » par les mots « du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

Id., a. 159, mod. **145.** L'article 159 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du dernier alinéa, les mots « de la Régie des eaux du Québec » par les mots « du Directeur des services de protection de l'environnement »;

b) en remplaçant, dans les quinzième et seizième lignes du dernier alinéa, les mots « Régie des eaux » par les mots « Commission municipale ».

in accordance with the standards established by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, the apportionment of the cost of such works, the cost of maintenance or operation thereof and the method of payment, including the fixing of an indemnity, periodic or otherwise, payable for the use of the works or service provided by the Community. An appeal shall lie from such decision of the Director in the manner prescribed in section 172."

**142.** Section 175 of the said act is amended by replacing the words "Québec Water Board" in the fourth line by the words "Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

**143.** Section 182 of the said act is amended by replacing the last paragraph by the following:

"The by-laws made under subparagraphs 1 and 2 of this section shall require the approval of the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act.

The by-laws made under subparagraphs 3 and 4 of this section shall require the approval of the Director of environment protection services".

**144.** Section 158 of the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83), replaced by section 60 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended by replacing the words "Québec Water Board" at the end by the words "Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

**145.** Section 159 of the said act, amended by section 13 of chapter 71 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by replacing the words "Québec Water Board" in the fourth and fifth lines of the last paragraph by the words "Director of environment protection services";

(b) by replacing the words "Water Board" in the fifteenth and sixteenth lines of the last paragraph by the words "Municipal Commission".



1969, c.  
83, a. 159,  
mod.

**146.** L'article 159 de ladite loi, remplacé par l'article 61 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié:

a) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du dernier alinéa, les mots « de la Régie des eaux du Québec » par les mots « du Directeur des services de protection de l'environnement »;

b) en remplaçant, à la fin du dernier alinéa, les mots « décrétée par la Régie à la demande de la Communauté ou d'une municipalité intéressée » par les mots « fixée par le Directeur des services de protection de l'environnement conformément aux normes établies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, à la demande de la Communauté ou d'une municipalité intéressée. Il y a appel de cette décision du Directeur selon les dispositions des articles 96 à 103 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) ».

Id., a.  
160, mod.

**147.** L'article 160 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Pouvoirs  
restreints.

« **160.** Le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ou le Directeur des services de protection de l'environnement, selon le cas, ne peuvent, quant aux travaux d'aqueduc et usines ou ouvrages de traitement d'eau:

a) exercer à l'égard d'une municipalité du territoire de la Communauté les pouvoirs prévus aux articles 29, 32, 34, 41 et 43 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) sans avoir appelé la Communauté à leur faire les représentations que celle-ci juge appropriées, à moins qu'elle n'ait produit son consentement écrit;

b) exercer à l'égard d'une de ces municipalités les pouvoirs prévus à l'article 35 de la Loi de la qualité de l'environnement, si ce n'est dans le cas où le ministre se borne à entériner une entente entre ces municipalités, qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, le ministre ne peut ordonner l'exécution de travaux intermunicipaux que par la Communauté; le Directeur ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entre-

**146.** Section 159 of the said act, replaced by section 61 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended:

(a) by replacing the words "of the Québec Water Board" in the fourth and fifth lines of the last paragraph by the words "of the Director of environment protection services";

(b) by replacing the words "ordered by the Board upon the request of the Community or an interested municipality" at the end of the last paragraph by the words "fixed by the Director of environment protection services in accordance with the standards prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, upon the request of the Community or an interested municipality. An appeal shall lie from such decision of the Director according to sections 96 to 103 of the Environment Quality Act (1972, chapter 49)".

**147.** Section 160 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., s.  
160, am.

« **160.** The Minister responsible for the application of the Environment Quality Act or the Director of environment protection services, as the case may be, as regards waterworks and water treatment plants or works, shall not:

Powers  
restricted.

(a) exercise as regards any municipality in the territory of the Community the powers contemplated in sections 29, 32, 34, 41 and 43 of the Environment Quality Act (1972, chapter 49), without calling upon the Community to make the representations to him it considers appropriate, unless it has filed its written consent;

(b) exercise as regards any of such municipalities the powers contemplated in section 35 of the Environment Quality Act, except where the Minister limits himself to ratifying an agreement among such municipalities already approved by the Community; failing an agreement approved by the Community, the Minister shall not order the execution of the intermunicipal works except by the Community; the Director shall not establish the apportionment of the cost of the works

tien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité périodique ou non payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou le service fourni qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet. »

and the maintenance and operating costs thereof, determine the method of payment or fix the indemnity, periodic or otherwise, payable by the municipalities in the territory of the Community for the use of the works or service provided, before calling upon the Community to make its representations on this matter."

1969, c.  
83, a. 160,  
mod.

**148.** L'article 160 de ladite loi, remplacé par l'article 62 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

**148.** Section 160 of the said act, replaced by section 62 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended by replacing the first paragraph by the following:

1969, c.  
83, s. 160,  
am.

Pouvoirs  
restreints.

« **160.** Le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ou le Directeur des services de protection de l'environnement, selon le cas, ne peuvent, quant aux travaux d'aqueduc, d'égout et usine ou ouvrages de traitement d'eau:

“**160.** The Minister responsible for the application of the Environment Quality Act or the Director of environment protection services, as the case may be, as regards waterworks and water treatment plants or works, shall not:

Powers  
restricted.

a) exercer à l'égard d'aucune municipalité du territoire de la Communauté les pouvoirs prévus aux articles 29, 32, 34, 41 et 43 de la Loi de la qualité de l'environnement sans avoir appelé la Communauté à leur faire les représentations que celle-ci juge appropriées à moins qu'elle n'ait produit son consentement écrit;

(a) exercise as regards any municipality in the territory of the Community the powers contemplated in sections 29, 32, 34, 41 and 43 of the Environment Quality Act, without calling upon the Community to make the representations to him it considers appropriate, unless it has filed its written consent;

b) exercer à l'égard d'une de ces municipalités les pouvoirs prévus à l'article 35 de la Loi de la qualité de l'environnement, si ce n'est dans le cas où le ministre se borne à entériner une entente entre ces municipalités, qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, le ministre ordonne l'exécution des travaux intermunicipaux prévus à l'article 35 par les municipalités qu'il désigne à moins que la Communauté, après avoir été appelée par le ministre, ne consente à les exécuter. Si la Communauté consent à l'exécution des travaux, le ministre ne peut alors en ordonner l'exécution que par la Communauté; le Directeur ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité, périodique ou non, payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou les services fournis qu'après avoir appelé

(b) exercise as regards any of such municipalities the powers contemplated in section 35 of the Environment Quality Act, except where the Minister limits himself to ratifying an agreement among such municipalities already approved by the Community; failing an agreement approved by the Community, the Minister shall order the execution of the inter-municipal works contemplated in section 35 by the municipalities he designates unless the Community, after being requested by the Minister, consents to execute them. If the Community consents to execute the works, the Minister shall not then order their execution except by the Community; the Director shall not establish the apportionment of the cost of the works and the maintenance and operating costs thereof, determine the mode of payment or fix the indemnity, periodic or otherwise, payable by the municipalities in the territory of the Community for the use of the works or service

la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet. »

provided, before calling upon the Community to make its representations on this matter.”

1969, c. 83, a. 161, mod. **149.** L'article 161 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « de la juridiction de la Régie des eaux du Québec » par les mots « des dispositions de la Loi de la qualité de l'environnement ».

**149.** Section 161 of the said act is amended by replacing the words “jurisdiction of the Québec Water Board” in the first and second lines of the first paragraph by the words “to the provisions of the Environment Quality Act”.

Id., a. 161, mod. **150.** L'article 161 de ladite loi, remplacé par l'article 63 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié:

**150.** Section 161 of the said act, replaced by section 63 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended:

a) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, les mots « de la juridiction de la Régie des eaux du Québec » par les mots « des dispositions de la Loi de la qualité de l'environnement »;

(a) by replacing the words “to the jurisdiction of the Québec Water Board” in the first and second lines of the first paragraph by the words “to the provisions of the Environment Quality Act”;

b) en remplaçant, dans la quatorzième ligne du dernier alinéa, les mots « la Régie des eaux du Québec » par les mots « le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

(b) by replacing the words “Québec Water Board” in the fourteenth line of the last paragraph by the words “Minister responsible for the application of the Environment Quality Act”.

Id., a. 162, mod. **151.** L'article 162 de ladite loi est modifié en remplaçant, à la fin du dernier alinéa, les mots « de la Régie des eaux du Québec aux conditions qu'elles déterminent » par les mots « du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement aux conditions qu'ils déterminent ».

**151.** Section 162 of the said act is amended by replacing the words “Québec Water Board, upon such conditions as they determine” at the end of the last paragraph by the words “Minister responsible for the application of the Environment Quality Act, upon the conditions they determine”.

Id., a. 162, mod. **152.** L'article 162 de ladite loi, remplacé par l'article 64 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié en remplaçant, à la fin du dernier alinéa, les mots « de la Régie des eaux du Québec aux conditions qu'elles déterminent » par les mots « du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement aux conditions qu'ils déterminent ».

**152.** Section 162 of the said act, replaced by section 64 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended by replacing the words “Québec Water Board, upon such conditions as they determine” at the end of the last paragraph by the words “Minister responsible for the application of the Environment Quality Act, upon such conditions as they determine”.

Id., a. 168, mod. **153.** L'article 168 de ladite loi est modifié en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

**153.** Section 168 of the said act is amended by replacing the last paragraph by the following:

Approbation. « Les règlements adoptés en vertu des paragraphes 1°, 2° et 4° du présent article requièrent l'approbation du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement.

Approval. “The by-laws made under subparagraphs 1, 2 and 4 of this section shall require the approval of the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act.

Idem. Les règlements adoptés en vertu des paragraphes 3° et 5° du présent article

The by-laws made under subparagraphs 3 and 5 of this section shall require the

requièrent l'approbation du Directeur des services de protection de l'environnement. »

approval of the Director of environment protection services.”

1969, c.  
85, a. 152,  
mod.

**154.** L'article 152 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85) est modifié en remplaçant, à la fin, les mots « de la Régie des eaux du Québec » par les mots « du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

**154.** Section 152 of the Outaouais Regional Community Act (1969, chapter 85) is amended by replacing at the end the words “Québec Water Board” by the words “Minister responsible for the application of the Environment Quality Act”.

Id., a.  
153, mod.

**155.** L'article 153 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, les mots « de la Régie des eaux du Québec » par les mots « du Directeur des services de protection de l'environnement ».

**155.** Section 153 of the said act is amended by replacing the words “Québec Water Board” in the fourth and fifth lines of the third paragraph by the words “Director of environment protection services”.

Id., a.  
154, mod.

**156.** L'article 154 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

**156.** Section 154 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following :

Pouvoirs  
restreints.

« **154.** Le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ou le Directeur des services de protection de l'environnement, selon le cas, ne peuvent, quant aux travaux d'aqueduc, d'égout et usines ou ouvrages de traitement d'eau :

“**154.** The Minister responsible for the application of the Environment Quality Act or the Director of environment protection services, as the case may be, as regards waterworks, sewers and plants or water treatment works, shall not :

a) exercer à l'égard d'aucune municipalité du territoire de la Communauté les pouvoirs prévus aux articles 29, 32, 34, 41 et 43 de la Loi de la qualité de l'environnement sans avoir appelé la Communauté à leur faire les représentations que celle-ci juge appropriées, à moins qu'elle n'ait produit son consentement écrit ;

(a) exercise as regards any municipality in the territory of the Community the powers contemplated in sections 29, 32, 34, 41 and 43 of the Environment Quality Act without calling upon the Community to make the representations to him it considers appropriate, unless it has filed its written consent ;

b) exercer à l'égard d'une de ces municipalités les pouvoirs prévus à l'article 35 de la Loi de la qualité de l'environnement si ce n'est dans le cas où le ministre se borne à entériner une entente entre ces municipalités qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté ; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, le ministre ne peut ordonner l'exécution de travaux intermunicipaux que par la Communauté ; le Directeur ne peut établir la répartition du coût des ouvrages, des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité périodique ou non payable par les municipalités du territoire de la Com-

(b) exercise as regards any of such municipalities the powers contemplated in section 35 of the Environment Quality Act, except where the Minister limits himself to ratifying an agreement among such municipalities already approved by the Community ; failing an agreement approved by the Community, the Minister shall not order the execution of inter-municipal works except by the Community ; the Director shall not establish the apportionment of the cost of the works and the maintenance and operating costs thereof, determine the mode of payment or fix the indemnity, periodic or otherwise, payable by the municipalities in the terri-



munauté pour l'usage des ouvrages ou les services fournis qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet. »

tory of the Community for the use of the works or service provided before calling upon the Community to make its representations on this matter."

1969, c.  
85, a. 155,  
mod.

**157.** L'article 155 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « de la juridiction de la Régie des eaux du Québec » par les mots « des dispositions de la Loi de la qualité de l'environnement ».

**157.** Section 155 of the said act is amended by replacing the words "jurisdiction of the Québec Water Board" in the first and second lines by the words "provisions of the Environment Quality Act".

Id., a.  
156, mod.

**158.** L'article 156 de ladite loi est modifié en remplaçant, à la fin, les mots « de la Régie des eaux du Québec aux conditions qu'elles déterminent » par les mots « du Directeur des services de protection de l'environnement aux conditions qu'ils déterminent ».

**158.** Section 156 of the said act is amended by replacing the words "Québec Water Board upon such conditions as they determine" at the end by the words "Director of environment protection services upon such conditions as they determine".

Id., a.  
163, mod.

**159.** L'article 163 de ladite loi est modifié en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

**159.** Section 163 of the said act is amended by replacing the last paragraph by the following:

Approba-  
tion.

« Les règlements adoptés en vertu des paragraphes 1°, 2° et 4°, du présent article requièrent l'approbation du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement.

"The by-laws made under subparagraphs 1, 2 and 4 of this section shall require the approval of the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act.

Idem.

Les règlements adoptés en vertu des paragraphes 3° et 5° du présent article requièrent l'approbation du Directeur des services de protection de l'environnement. »

The by-laws made under subparagraphs 3 and 5 of this section shall require the approval of the Director of environment protection services."

1968, c.  
56, a. 25,  
mod.

**160.** L'article 25 de la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain (1968, chapitre 56), modifié par l'article 2 du chapitre 72 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

**160.** Section 25 of the Greater Québec Water Purification Board Act (1968, chapter 56), amended by section 2 of chapter 72 of the statutes of 1972, is again amended:

a) en remplaçant, à la cinquième ligne du deuxième alinéa, les mots « à la Régie des eaux du Québec » par les mots « au Directeur des services de protection de l'environnement »;

(a) by replacing the words "Québec Water Board" in the fifth line of the second paragraph by the words "to the Director of environment protection services";

b) en remplaçant, à la fin du quatrième alinéa, les mots « de la Régie des eaux du Québec aux conditions qu'elles déterminent » par les mots « du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement aux conditions qu'ils déterminent ».

(b) by replacing at the end of the fourth paragraph the words "of the Québec Water Board upon such conditions as they determine" by the words "of the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act, upon such conditions as they determine".

Id., a. 31,  
mod.

**161.** L'article 31 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 72 des lois de 1972, est de nouveau modifié en rempla-

**161.** Section 31 of the said act, amended by section 3 of chapter 72 of the statutes of 1972, is again amended by re-

cant, à la fin, les mots « la Régie des eaux du Québec » par les mots « le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

placing the words "Québec Water Board" at the end by the words "Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

1959/1960,  
c. 102,  
a. 628,  
mod.

**162.** L'article 628 de la Charte de la ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102), modifié par l'article 8 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dixième ligne du premier alinéa, les mots « Régie des eaux » par les mots « Commission municipale ».

**162.** Article 628 of the Charter of the city of Montreal (1959/1960, chapter 102), amended by section 8 of chapter 76 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the words "Water Board" in the tenth line of the first paragraph by the words "Municipal Commission".

1972, c.  
76, a. 24,  
mod.

**163.** L'article 24 de la Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal (1972, chapitre 76) est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots « Régie des eaux » par les mots « Commission municipale ».

**163.** Section 24 of the Act to amend the Charter of the city of Montreal (1972, chapter 76) is amended by replacing the words "Water Board" in the third line by the words "Municipal Commission".

Transfert.

**164.** Les membres de la Régie des eaux deviennent par le seul effet de la présente loi membres de la Commission municipale.

**164.** The members of the Water Board become by sole effect of this act members of the Municipal Commission.

Service.

**165.** Aux fins du transfert du personnel, la Régie des eaux constitue un service au sens de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9).

**165.** For the purposes of transfer of staff the Water Board constitutes a service within the meaning of section 7 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9).

Entrée en  
vigueur.

**166.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception des articles 38, 39, 45, 54, 55, 56, 58, 59, 64, 66, 67, 146, 148, 150 et 152 qui entreront en vigueur aux dates fixées par proclamations du lieutenant-gouverneur en conseil.

**166.** This act shall come into force on the day of its sanction except sections 38, 39, 45, 54, 55, 56, 58, 59, 64, 66, 67, 146, 148, 150 and 152 which shall come into force on the dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.